Au service des peuples et des nations

ANNEXES – REPUBLIC OF CONGO

Bureau independent d'évaluation
Programme des Nations Unies pour le Développement

Évaluations indépendantes des programmes de pays

Annexes (disponibles en ligne)

ANNEXE 1 – Termes de référence 2
ANNEXE 2 – Vue d'ensemble du pays 18
ANNEXE 3 – Vue d'ensemble du bureau de pays 20
ANNEXE 4 – Liste des projets 22
ANNEXE 5 – Cadre de résultats et indicateurs 26
ANNEXE 6 – Liste des documents consultés 41

ANNEXE 1 – Termes de référence

Note : des modifications ont été apportées pour des raisons de cohérence.

1. INTRODUCTION

Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) réalise des évaluations de pays intitulées «Évaluations indépendantes des programmes de pays (EIPP)[1]» pour dégager et mettre en évidence les éléments de preuve de la contribution du PNUD aux résultats de développement au niveau national; ainsi que l'efficacité de sa stratégie pour faciliter et mobiliser l'effort national afin d'obtenir des résultats de développement. Les objectifs des EIPP sont:

- D'apporter un appui pour l'élaboration du nouveau programme pays du PNUD;
- De renforcer la responsabilité du PNUD vis-à-vis des parties prenantes nationales;
- De rendre compte des activités du PNUD auprès du Conseil d'administration.

Les EIPP sont des évaluations indépendantes réalisées dans le cadre des dispositions générales de la politique d'évaluation du PNUD. Le BIE est entièrement indépendant de la direction du PNUD ; il est dirigé par un directeur qui rend compte au Conseil d'Administration du PNUD. Ce Bureau a une double responsabilité : (a) présenter au Conseil d'administration des informations valables et crédibles issues d'évaluation pour l'amélioration de la responsabilisation institutionnelle et la prise de décisions ; et (b) renforcer l'indépendance, la crédibilité et l'utilité de la fonction d'évaluation, et renforcer sa cohérence, harmonisation et alignement en appui à la réforme des Nations Unies et à l'appropriation nationale.
Compte tenu du principe de l'appropriation nationale, le BIE s'attache à effectuer les EIPP en collaboration avec les autorités nationales du pays où le programme du PNUD est mis en œuvre.

Le Congo a été choisi pour l'EIPP car le programme de pays en cours arrive à terme en 2018. L'EIPP sera exécutée en 2017 pour fournir des éléments pour l'élaboration d'un nouveau programme pays, qui sera mis en œuvre à partir de 2019 par le Bureau Pays (BP) et les parties prenantes nationales concernées.

2. CONTEXTE NATIONAL

La République du Congo est située en Afrique centrale, bordé par l'Océan Atlantique sur une façade longue de 170km et s'étire sur 1200km selon une direction sud-ouest/nord-est le long du fleuve Congo et de son affluent l'Oubangui. Le pays s'étend sur 342.000 Km² et partage une frontière avec le Cameroun et la Centrafrique au Nord, l'Angola et la République Démocratique du Congo au Sud et à l'Est, le Gabon et la Côte atlantique à l'Ouest. Situé de part et d'autre de l'Equateur, le Congo est soumis au climat équatorial.[2] La population congolaise est estimée à 4,6 millions d'habitants (Banque Mondiale 2015). Si sa structure se caractérise par une légère surreprésentation des femmes (52%), elle est marquée également par l'importance de moins de 15 ans qui forment plus de 45% des Congolais. Une

[1] Les Évaluations des résultats d'activités de développement « ERAD/ADR » sont dorénavant remplacées par les Évaluations indépendante des programmes de pays « EIPP/ICPE ».
[2] Site officiel de la République du Congo : http://www.presidence.cg/congo/index.php

situation due à un taux de fécondité élevé, estimé à 5 enfants par femme entre 2010 et 2015.[3] Le Congo figure parmi les pays les plus urbanisés d'Afrique, avec plus des deux tiers de la population résidant en milieu urbain. La concentration des services publics et des activités économiques dans les deux principales villes du pays – Brazzaville et Pointe-Noire – constitue le principal moteur de l'urbanisation.

L'économie de la République du Congo est dominée par le secteur pétrolier, 4ème pays producteur de l'Afrique Subsaharienne (35ème au niveau mondial).[4] Sa production pétrolière représente plus de 60% du PIB. En 2015, les conditions économiques de la République du Congo sont demeurées favorables, malgré le fléchissement[5] du taux de croissance de 1,2% entre 2014 et 2015, dans le contexte de ralentissement de l'économie mondiale et de la production pétrolière nationale, bien en deçà des 8,5 % prévus dans le Plan national de développement.[6] Le Revenu National Brut par tête était de 2 720 $ en 2014 (Banque mondiale), ce qui place la République du Congo parmi les pays à revenu intermédiaire.[7]

Toutefois, cette croissance a été peu inclusive et peu pourvoyeuse d'emplois, à cause de la faible diversification de la base de l'économie dominée par le secteur pétrolier, le secteur non pétrolier ne contribuant que pour un tiers en moyenne à la formation du produit intérieur brut (PIB). Le pays est ainsi confronté à plusieurs défis majeurs. La faible croissance économique s'explique par les mauvais résultats du secteur pétrolier, qui a chuté de 5,4 % sur la même période.[8] Dans ce contexte, on observe que l'évolution du développement humain a été beaucoup moins rapide que les lors des années précédentes.

Sur le plan social, on constate que l'indice de pauvreté a certes diminué de 50,1% en 2005 à 46,5% en 2011[9], mais celui du milieu rural a augmenté de 65,2% en 2005 à 74,8% en 2011[10]. D'autre part le taux de sous-emploi a augmenté et concernait 27% de la population en 2011 (ECOM 2011 et EDS 2011).[11] De plus, si le taux de chômage a baissé, atteignant 6,9 % de la population en 2011, il demeure plus élevé chez les jeunes (42,2%)[12]. Les inégalités entre les sexes se sont aussi creusées, avec un taux de chômage des femmes (11,4%, 2014) nettement plus élevé que celui des hommes (6,1%, 2014). Le taux de pauvreté est donc resté élevé (46,5%) tout comme l'indice d'inégalité de Gini (0,402) (PNUD, 2005-2013). Ainsi, avec ce bilan en demi-teinte, l'Indice de Développement Humain était seulement de 0,59 en 2014[13], plaçant le pays au 136ème rang sur 188 pays. Le pays a de grandes possibilités de développement, mais la croissance hors pétrole, qui doit en être le moteur, est freinée par la capacité et

---

[3] Site du PNUD en République du Congo : http://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/countryinfo.html

[4] Site du PNUD en République du Congo : http://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/countryinfo.html

[5] Cependant, la Banque mondiale prévoit que la croissance économique restera modeste entre 2016 et 2018, avec une croissance annuelle de 3%. Source : Banque Mondiale : http://www.worldbank.org/en/country/congo/overview

[6] Site du Groupe de la Banque Africaine de Développement : http://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/congo/congo-economic-outlook/

[7] Site de la Banque Mondiale : http://donnees.banquemondiale.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD?locations=CG

[8] Site de la Banque Mondiale : http://www.banquemondiale.org/fr/country/congo/overview

[9] Site de la Banque Africaine de Développement, portail de données. https://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/congo/congo-economic-outlook/

[10] UN Data http://data.un.org/Data.aspx?q=Congo+poverty++rural&d=MDG&f=seriesRowID%3a583%3bcountryID%3a178%2c180

[11] Site du PNUD République du Congo : http://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/countryinfo.html

[12] Site du PNUD en République du Congo : http://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/countryinfo.html

[13] L'indice de développement humain n'a que légèrement évolué entre 2005 et 2012, passant de 0,506 à 0,534. Site du PNUD République du Congo : http://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/countryinfo.html

l'efficacité limitées des pouvoirs publics à gérer des programmes d'investissement public et des populations à développer des initiatives dans les secteurs économiques productifs (agriculture, pêche, tourisme, etc.). En ce qui concerne les services sociaux, la quantité et la qualité des services publics notamment de santé sont faibles. Bien que les dépenses du gouvernement aient augmenté lors de la dernière décennie, le processus reste lent. En 2014, les dépenses en santé ne représentaient que 8,71% des dépenses gouvernementales.[14] De plus, le taux de la population ayant accès à des installations sanitaires améliorées a diminué de 19,0% en 2005 à 14,6% en 2012.[15] Dans le domaine de l'éducation, le taux net de scolarisation des enfants en primaire a augmenté, passant de 86,5% en 2005 à 89,5% en 2011. Cependant, la qualité de l'éducation au Congo reste un défi.[16] Enfin, les tensions dans la région du Pool et le climat d'incertitude perdurent depuis les élections qui ont eu lieu en 2016 et ne semble pas se stabiliser avec les nouvelles élections prévues mi-2017.

Le nouveau Document de stratégie pour la Croissance, l'Emploi et la Réduction de la pauvreté (DSCERP) 2012-2016 reconnait que les résultats du précèdent Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) ont été mitigés et introduit des changements majeurs dans les priorités stratégiques du pays. Alors que le DSRP, conçu dans un contexte de reconstruction après les années de conflits, était axé sur la consolidation de la stabilité politique et macro-économique, le DSCERP met fortement l'accent sur la promotion d'une croissance diversifiée et inclusive. Ainsi, la nouvelle vision à moyen terme s'articule autour des cinq axes suivants: (i) Gouvernance; (ii) Croissance et Diversification; (iii) Développement des infrastructures économiques et sociales ; (iv) Développement social et inclusion ; (v) Développement équilibré et durable. A travers le DSCERP, le Gouvernement entend intensifier ses efforts pour la diversification de l'économie à travers la poursuite de la construction d'infrastructure compétitive, l'amélioration de la gouvernance et des ressources humaines et la promotion de l'intégration régionale.[17]

Sur le plan environnemental, les changements ont été très peu visibles sur la période 2009-2013. Le Congo possède 65 % de couverture forestière, des potentialités hydro-climatiques, des parcs nationaux (12 % du territoire), mais le milieu rural est très vulnérable à cause de fortes pressions sur les ressources ligneuses, du fait de la pauvreté et de la faiblesse de l'approvisionnement énergétique. L'amélioration du cadre de vie, la préparation à une plus grande résilience aux chocs internes et externes, la gestion des déchets et des catastrophes naturelles sont timides, mais leur importance a été manifeste suite aux explosions survenues dans un dépôt de munitions le 4 mars 2012 à Brazzaville.[18]

---

[14]Site de la Banque Mondiale, La base des Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

[15]Site de la Banque Africaine de Développement, portail de données.

[16]Site du PNUD République du Congo : http://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/countryinfo.html

[17] Source : République du Congo Document de Stratégie Pays 2013-2017 - Banque Africaine de Développement https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/2013-2017_-_Congo_-_Document_de_strat%C3%A9gie_pays.pdf

[18] Projet de descriptif de programme pour la République du Congo (2014-2018) http://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Programme%20Documents/Congo%20CPD%202014-2018%20%28fr%29.pdf

Tableau 1: Indicateurs Congo		
Indicateurs	**ERAD 2008[19]**	**(ERAD)/EIPP 2017**
RNB par habitant[20]	980 USD en 2005 (pays à revenu moyen situé, tranche inférieure)	2 720$ en 2014 (pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure)
Taux moyen de croissance du PIB	5,8% de 2004 à 2006	2,6% entre 2014 et 2015
Indicateur de développement humain	0,548 en 2005, 139e sur 177 pays	0,59 en 2014, 136e rang sur 188 pays
Indice du développement fondé sur le sexe	0,540 en 2005	0,922 en 2014[21]
Population	3,7 millions d'habitants en 2006	4,6 millions d'habitants en 2015
Taux de fécondité	5,1	5,0 enfants par femme entre 2010 et 2015
Population vivant en-dessous du seuil de la pauvreté (%)	50% en 2006	46,5% en 2011
Indice d'inégalité de Gini		0,402 (2005-2013)[22]
Ratio de dépendance totale (Pop. Agées de 0-14 et de 65+ par 100 pop. 15-64)	84 en 2005	86 en 2015
Part des femmes (%)	51,7% de la population en 2006	52% en 2011
Part de la population urbaine (%)	60% en 2006	65,4 en 2015
Espérance de vie à la naissance	54,0 en 2005	62,9 pour les femmes et 60 pour les hommes entre 2010 et 2015
Taux d'alphabétisation des adultes (%)[23]	79.3% 2005-2013[24]	80,9% en 2015 (selon l'UNESCO)[25]
Taux net de scolarisation des enfants en primaire	86,5% en 2005	89,5% en 2011
Enfants trop maigres pour leur âge (%)	15% en 2005	11,8 en 2011
Population ayant accès à l'eau salubre (%)	58% en 2005	95.8% pour les zones urbaines/40% pour les zones rurales en 2015

[19] Évaluation des Résultats des Activités de Développement en République du Congo, 2008 http://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/3688
[20] http://donnees.banquemondiale.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD?locations=CG
[21] http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_0.pdf p.222
[22] http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report_0.pdf p.219
[23] http://hdr.undp.org/fr/content/adult-literacy-rate-both-sexes-ages-15-and-older
[24] file:///C:/Users/johanna.piaton/Downloads/HumanDevelopmentReport_EN.pdf
[25] http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?queryid=166

Taux d'accroissement démographique	2,2%	3,2% entre 2010 et 2015
Densité démographique (personnes par kilomètre carré)	10,4 en 2005	13,9 en 2016
Part de l'industrie pétrolière dans l'économie congolaise	70% en 2007	60% en 2015
Femmes au Parlement (% de sièges)	12% en 2005	7.4% en 2016
Couverture forestière (%)[26]	65,76% en 2006	65,4% en 2015

3. STRATEGIE DU PNUD AU CONGO

Le PNUD est présent au Congo depuis le 23 octobre 1976. Au cours de la période visée par l'EIPP (2009-mi 2017), le PNUD a articulé ses interventions en deux cycles de programmation successifs, 2009-2013 et 2014-2018. Le programme de 2009-2013 s'est inscrit dans le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD 2009-2013), élaboré en réponse aux défis et problèmes identifiés dans le cadre de planification stratégique (DSCERP 2012-2016) du gouvernement congolais. Les interventions du PNUD, conformément au Document de Programme Pays (DPP) étaient articulées autour de trois axes principaux:

- l'appui à la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix;
- la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD ;
- la prévention des crises, le soutien au relèvement communautaire, la promotion de l'énergie et l'environnement.

De plus, la promotion de la gestion axée sur les résultats (GAR) dans les institutions étatiques et para étatiques, du VIH/Sida et du Genre figuraient aussi parmi les priorités de l'action du PNUD.[27] Les principaux résultats de ce premier cycle de programmation ont été identifiés dans le document à travers l'examen annuel du Plan d'action pour la mise en œuvre du programme de pays et des projets.

Le second cycle de programmation 2014-2018 tient compte des concertations avec les partenaires nationaux pour la réalisation des priorités stratégiques du DSCERP (2012-2016) telles que reflétées dans le PNUAD 2014-2018. Ce deuxième programme comporte trois des cinq priorités nationales:

- Renforcement de la gouvernance démocratique (axe 1);
- Développement social et inclusion (axe 3);
- Protection de l'environnement et promotion d'un développement équilibré et durable (axe 5).

En matière de programmation et de gestion de ressources, le PNUD veillera à l'application des principes énoncés dans la Déclaration de Paris et le Plan d'action d'Accra, ainsi qu'à l'intégration des thèmes transversaux, notamment le VIH/Sida, le Genre, le développement des capacités, la promotion des

[26] http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/AG.LND.FRST.ZS?locations=CG
[27] Site du PNUD République du Congo : http://www.cg.undp.org/content/congo/fr/home/countryinfo.html

droits humains et la gestion axée sur les résultats.[28] D'autre part le PNUD Congo paraît porter de plus en plus d'intérêt sur les sujets touchant à la promotion de la jeunesse et de l'emploi. Il est aussi considéré comme faisant parti des rares agences étant en contact avec les hauts représentants du gouvernement congolais.

Il y a une certaine continuité entre les deux périodes de programmation. Des thèmes clés – la réduction de la pauvreté, le renforcement de la gouvernance démocratique et la protection de l'environnement-- apparaissent dans les deux programmes. Le développement social et inclusif et l'intégration des questions de VIH/Sida et de genre se trouvent aussi dans les deux programmes de pays. Cependant l'EIPP regroupera dans l'analyse les thèmes de pauvreté et d'environnement et structura son analyse autour de ce premier thème, ainsi que celui de la gouvernance. Il est important de souligner qu'il y a eu des changements dans la stratégie du PNUD avec le passage du programme 2009-2013 à celui de 2014-2018 : le nombre d'effets de Programme de pays a été réduit, le programme en cours se concentrant sur quelques thèmes comme les processus électoraux, l'accès aux services sociaux par les personnes vulnérables et des politiques durables en matière de lutte contre le réchauffement climatique avec notamment une plus grande participation de femmes. D'autre part, le Bureau Pays a connu une restructuration très importante autant sur le plan des ressources humaines que financières. Cela est dû à une réduction de la contribution financière du PNUD au Congo (celui-ci faisant désormais parti des pays à revenu intermédiaire) et un certain retard de la contribution financière nationale aux activités du PNUD. Les résultats attendus (effets DPP/PAPP) et budgets indicatifs des deux programmes de pays (y compris le programme révisé 2011-2012) sont présentés dans le Tableau 2 ci-dessous.

[28] Projet de descriptif de programme pour la République du Congo (2014-2018) http://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Programme%20Documents/Congo%20CPD%202014-2018%20%28fr%29.pdf

Tableau 2 : Effets programme[29] et budgets indicatifs			
Programme 2009-2013		**Programme 2014 – 2018**	
Effet Programme de Pays	**Budget indicatif (PAPP)**	**Effet Programme de Pays**	**Budget indicatif (PAPP)**
Thèmes: Gouvernement démocratique			
62 - Le renforcement des capacités des institutions et l'établissement d'une gouvernance démocratique, transparente et responsable sont assurés aux niveaux national et local.	Ressources ordinaires : 700 000 Autres ressources : 2 600 000	70 - D'ici 2018, les processus électoraux se dérouleront de manière libre, équitable, crédible et transparente	Ressources ordinaires : 500 000 Autres : 5 500 000
63 - Les institutions et les acteurs nationaux utilisent efficacement les outils de planification, de contrôle et de suivi-évaluation des politiques, programmes de développement et budgets.	Ressources ordinaires : 420 000 Autres ressources : 1 900 000		
64 - Les collectivités locales appliquent de manière efficace la politique de décentralisation.	Ressources ordinaires : 400 000 Autres ressources : 2 300 000		
Thème: Réduction de la pauvreté et réalisation des OMD			
65 - Les capacités nationales d'élaboration de politiques, stratégies et indicateurs de référence du développement humain sont développées et le plaidoyer et le suivi des OMD réalisés.	Ressources ordinaires : 500 000 Autres ressources : 900 000	71 - D'ici 2018, les personnes les plus vulnérables auront accès à des services sociaux de base de qualité (éducation, santé, sécurité alimentaire, eau et assainissement), y compris des services financiers adaptés	Ressources ordinaires : 475 000 Autres : 6 000 000
66 - Les capacités de développement local et de gestion communautaire sont renforcées.	Ressources ordinaires : 600 000 Autres ressources : 3 500 000		
67 - Création d'emplois et amélioration des conditions d'existence.	Ressources ordinaires : 461 000 Autres ressources : 3 000 000		
Thème: Environnement, prévention des crises, relèvement et gestion des catastrophes naturelles et des risques.			
68 - Les capacités nationales de prévention des conflits et la gestion des catastrophes naturelles et des risques sont renforcés.	Ressources ordinaires : 1 403 000 Autres ressources : 3 500 000	72 - D'ici 2018, les institutions gouvernementales et la population auront mis en place des mesures durables de politique de l'environnement intégrant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des effets de ce changement; une attention particulière est portée à la participation active des femmes aux programmes	Ressources ordinaires : 751 000 Autres : 22 400 000
69 - Les capacités de planification et de gestion coordonnées des questions environnementales et des énergies à moindre coût sont renforcées.			

[29] Les effets cités dans ce tableau sont tirés de la matrice de résultats et de ressources des PAPP.

4. PORTÉE DE L'ÉVALUATION

L'EIPP est effectuée pendant l'avant-dernière année du programme de pays du PNUD en cours, afin de contribuer au processus d'élaboration du nouveau programme pays. L'EIPP évalue habituellement deux cycles du programme. Ainsi l'EIPP au Congo prendra en compte les périodes 2009 – 2013 et 2014-mi 2017, à savoir les trois premières années et demie du programme en cours (2014-mi 2017) et les cinq années échues du cycle précèdent qui a d'autant plus de chances d'avoir produit ses résultats, avec le temps qui s'est écoulé depuis lors. Compte tenu de la continuité naturelle entre les deux cycles, une attention particulière sera portée sur les projets mis en œuvre sur les deux périodes. Une liste détaillée des projets mis en œuvre sur les deux périodes, et les montants des dépenses associées aux projets sont présentés en annexe des présents Termes de Référence.[30]

En tant qu'évaluation des contributions du PNUD au niveau du pays, l'EIPP portera sur les programmes de pays du PNUD approuvés par son Conseil d'administration. Les programmes de pays sont définis - selon le cycle du programme et du pays - dans le document de programme de pays (DPP) et le Plan d'action du programme de pays (PAPP), et pour le cas du Congo, pour la période 2014-2018, dans le Plan d'action commun de l'PNUAD. Toutefois, la portée de l'EIPP comprend l'ensemble des activités du PNUD dans le pays et il couvre donc les interventions financées par toutes les sources de financement, les ressources du PNUD de base, les fonds des donateurs, les fonds publics, etc. Il est aussi important de noter, que le bureau pays peut être impliqué dans un certain nombre d'activités qui ne sont pas articulées dans un document de projet spécifique. Certaines de ces activités «hors-projet » -- telles que la coordination ou le plaidoyer – peuvent être essentielles pour l'ordre du jour politique et social du pays, et devront être prises en compte par l'EIPP. Les critères de sélection des projets comprendront : dates de conception et mise en œuvre (avec priorité donnée aux interventions conçus pendant la période couverte par l'EIPP), clarté des liens entre les objectifs du projet et l'effet de programme escompté ; continuité thématique sur les deux périodes de programmation, le marqueur de l'égalité hommes-femmes et continuité dans le partenariat avec les parties nationales et le budget et les dépenses du projet. L'échantillon de projets sera finalisé après des analyses supplémentaires, avant le début de la mission principale de collecte de données.

Des efforts seront aussi faits pour saisir le rôle et la contribution des Volontaires des Nations Unies à entreprendre des travaux en collaboration avec le PNUD. Cette information sera utilisée pour la synthèse afin de fournir des éléments de preuve au niveau organisationnel, de la contribution du PNUD aux résultats de développement des deux entités.

5. METHODOLOGIE

La méthodologie de l'évaluation comportera deux volets principaux : (1) l'analyse de la contribution du PNUD aux résultats de développement par domaine thématique/programmatique (critère d'efficacité) et (2) l'évaluation de la qualité de sa contribution (critères de pertinence, efficience et durabilité). De plus, l'évaluation analysera le positionnement stratégique du PNUD sous l'angle du mandat de l'organisation et des besoins reconnus ou émergeants et priorités nationales pour le développement au

[30] La liste a été établie à partir de données disponibles dans le système.

Congo. Cette EIPP s'intéressera aussi aux recommandations formulées dans l'ERAD de 2008 et le degré de leurs mises en œuvre. L'EIPP est déjà la deuxième évaluation à niveau du programme pays du PNUD au Congo et donc permet une analyse de la mise en œuvre des recommandations. La méthodologie adoptée pour cette évaluation va reposer essentiellement sur une approche par triangulation entre les éléments suivants :

- Une analyse du portefeuille de projets et de programmes ainsi que des documents de programmation de pays, des documents et rapports du projet/programme réalisés par le PNUD et le gouvernement du Congo, des documents institutionnels du PNUD, et des travaux de recherche et publications disponibles sur le pays.
- Des entretiens avec des représentants du gouvernement au niveau central et au niveau régional/local, de la société civile, des agences des Nations unies et de développement, des donateurs et des bénéficiaires du programme de pays.
- Des visites sur le terrain, un échantillon de sites sera sélectionné.

L'EIPP met l'accent sur le programme 2014-2018, les leçons tirées des interventions en cours étant plus pertinentes pour la réflexion sur l'avenir et le nouveau programme pays.

(1) Contribution du PNUD par domaine thématique et programmatique. Une analyse sera effectuée de l'efficacité de la contribution du PNUD aux résultats de développement au Congo par le biais de ses activités de programme. Une attention particulière sera portée à l'examen de cette contribution en lien avec la vision globale du PNUD pour la réduction de la pauvreté, et sa contribution à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes[31].

(2) La qualité de la contribution du PNUD. L'EIPP examinera la qualité de la contribution du PNUD en fonction des critères suivants :

- Pertinence des projets et effets du PNUD par rapport aux besoins du pays et aux priorités nationales ;
- Efficience des interventions du PNUD en termes d'utilisation des ressources humaines et financières ; et
- Durabilité des résultats auxquels le PNUD a contribué.

L'EIPP examinera également comment certains facteurs peuvent expliquer la performance du PNUD, notamment les principes d'engagement définis dans le Plan Stratégique 2014-2018[32]. Par exemple, en plus d'examiner la contribution du PNUD à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, l'évaluation examinera la question du genre en tant que facteur de performance du PNUD. Pour chaque effet du programme de pays, cela impliquera d'analyser comment la question du genre est intégrée dans l'ensemble des programmes et des opérations.[33] De plus, cette EIPP s'intéressera au potentiel du

[31] Utilisant le Plan d'Action à l'échelle du Système des Nations Unies (UN-SWAP) pour améliorer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au sein du système des Nations Unies. www.unwomen.org/~/media/Headquarters/Attachments/Sections/How%20We%20Work/UNSystemCoordination/UN-SWAP-Framework-Dec-2012.pdf

[32] Les principes d'engagement du Plan Stratégique 2014-2017 comprennent : Renforcement de la gouvernance; Développement social et inclusion; Promotion d'un développement équilibré et durable. Il vise à renforcer les capacités des institutions au niveau national et local, avec un accent sur la participation communautaire, pour assurer l'amélioration de la cohésion sociale et le développement humain durable.

[33] Utilisant, entre autres, le Marqueur de l'égalité et le Label d'égalité des sexes comme paramètres, sur la base des méthodes du PNUD et de l'UNEG.

PNUD pour le développement d'un partenariat stratégique avec les membres de la société civile ainsi que sa capacité à mobiliser des ressources auprès des partenaires nationaux. Cette évaluation analysera l'appui du PNUD auprès du gouvernement concernant les études de prospectives et de diversification de l'économie où le PNUD pourrait avoir un rôle stratégique et un avantage comparatif à jouer.

Ensuite, le positionnement stratégique du PNUD sera analysé sous l'angle du mandat de l'organisation et des besoins reconnus ou émergeants et des priorités nationales pour le développement au Congo. Une analyse du DPP courant développé par l'ancienne équipe du PNUD Congo sera menée, avec attention sur les domaines de la gouvernance et, plus particulièrement, le soutien aux élections. Cette analyse permettra de déterminer les défis concernant la faisabilité de réalisation de ce programme, surtout dans le domaine de la gouvernance, en tenant compte du fait que ce DPP n'a pas été mis en place par l'équipe du PNUD Congo actuelle mais celle antérieur. D'autre part, l'EIPP portera son attention sur les questions de gouvernance et le rôle que le PNUD a ou n'a pas joué concernant les élections. L'évaluation s'intéressera aussi au positionnement du PNUD concernant les zones en conflit et son potentiel rôle de médiateur, ainsi que sa capacité à gérer la collaboration entre agences du SNU et constituer un groupe de travail basé sur l'Unité dans l'Action (ONE-UN). L'EIPP portera aussi son attention sur le rôle du PNUD et son appui au gouvernement dans la coordination de l'aide de développement. Enfin l'EIPP mettra en lumière les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience du PNUD dans le pays. Cela comprend l'assistance du PNUD apportée dans des domaines autres que techniques, qui est surtout liée à sa contribution grâce à son positionnement stratégique, la coopération sud-sud qui peut être appliquée à d'autres pays et régions, et aussi le dégrée d'utilisation et d'adoption des recommandations de l'ERAD conduite en 2008.

Dans l'analyse de ce qui précède, une attention particulière sera accordée à l'identification des facteurs" spécifiques aux pays, qui ont influencé – ou influencent toujours - la performance du PNUD, à savoir :

- A un niveau interne au Bureau pays, les ressources humaines disponibles et leurs profils ;
- A un niveau externe, le contexte national caractérisé par le statut de pays à revenu intermédiaire non éligible pour certaines ressources de l'aide publique au développement ; et la disponibilité des ressources financières de partenaires.

Analyse au niveau des effets. L'EIPP utilisera les effets escomptés du programme en cours pour structurer l'analyse de l'efficacité, tout en se référant aux énoncés d'effet du programme précédent lorsque cela sera pertinent. Un «rapport d'effet» sera élaboré pour chacun des effets du CPD en cours. Ce rapport examinera les progrès réalisés pour chaque effet et la contribution du PNUD dans les deux derniers cycles de programme. Cela sera analysé de manière consolidée, en examinant les progrès accomplis pour atteindre ces effets, à l'aide de critères d'évaluation prédéfinis, et identifiant les facteurs spécifiques pour chaque domaine ayant influé cette contribution. Chaque rapport d'effet sera élaboré selon un modèle standard qui facilitera la synthèse des résultats et la formulation des conclusions. Les constatations et conclusions de chaque rapport d'effet seront ensuite synthétisées dans le rapport global de l'EIPP. Chaque rapport d'effet comportera aussi une analyse des contributions pour l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes. Le cas échéant d'autres rapports d'informations seront élaborés sur des sujets spécifiques.

L'EIPP mettra en même temps l'accent sur la responsabilisation de l'organisation, et sur les perspectives stratégiques tenant compte des leçons tirées du passé pour aider la direction et le personnel des programmes à prendre des décisions stratégiques basées sur des données de l'évaluation. L'équipe

d'évaluation fera en sorte que l'EIPP puisse contribuer à cette réflexion stratégique, à travers un engagement fort avec le Bureau de Pays et ses partenaires nationaux.

D'un point de vue plus technique, la qualité de « l'évaluabilité » des programmes permettra d'examiner la contribution du PNUD aux objectifs dans chaque domaine, et comparer les données de référence et données cibles des indicateurs de résultats des deux DPP. Dans le cas du programme actuel, l'évaluation regardera des résultats obtenus jusqu'au 30 juillet 2017, date butoir, ce qui implique qu'environ 70 pour cent du programme écoulé (3,5 années sur 5). Une échelle permettra de quantifier les progrès réalisés pour chaque résultat du DPP, et pour chaque critère, sur la base d'informations obtenues lors d'entretiens semi-structurés, examens qualitatifs, et données quantitatives, le cas échéant.[34] Puisque les progrès obtenus sur certains objectifs peuvent parfois être lents à se matérialiser[35], tout examen quantitatif des programmes sera renforcé par des analyses qualitatives permettant de mieux capturer les contributions du PNUD autres que techniques (liées spécifiquement aux projets). Chaque examen devra expliquer les contributions des différents partenaires, dont ceux pour lesquels le PNUD a eu un rôle déterminant, auprès des contreparties nationales et dans le cas de projets et programmes inter-agences.

L'EIPP sera utile au prochain programme de pays du PNUD, au Bureau régional pour l'Afrique (RBA) ainsi qu'aux différents bureaux du siège, en tirant des leçons des programmes passés et en identifiant les opportunités liées aux programmes futurs, pour apporter des recommandations sur la valeur ajoutée du PNUD.

6. COLLECTE DES DONNÉES

Evaluabilité : En fonction des informations extraites du Centre de Ressource des Evaluation avant et durant la mission préparatoire, 8 évaluations décentralisées ont été entreprises sur la période 2009-2016, comprenant 2 évaluations d'effet, et aussi un rapport de mi-parcours du PNUAD. La plupart des documents de projets sont disponibles sur Atlas.

1. Evaluation de l'Effet 62, et de l'Effet 69
2. Evaluations des projets: Appui au developpement des villages du Millenaire, 2013; PCAD II, 2011; prévention du VIH SIDA, 2012; Evaluation des besoins, et du projet PRESJAR
3. UNDAF 2014-2018 Revue à Mi-Parcours

Cependant, en raison de la restructuration très importante de l'équipe du BP Congo, plusieurs membres du bureau sont partis. Il est important de noter que le poste d'Economiste Principal a, en principe, été perdu car celui-ci est basé au Cameroun et est censé partager son temps avec le Congo, mais en réalité ne le fait que rarement. Néanmoins la mémoire institutionnelle est relativement bien conservée étant donné que certains membres de l'équipe du PNUD au Congo sont présents depuis plus de 10 ans et donc ont fait parti du processus de l'ERAD de 2008.

Collecte des données: Une approche multi-méthodes sera utilisée et inclura les éléments suivants :

- Examen de documents de référence: Un certain nombre de documents seront consultés: les documents de programmation de pays, les documents et rapports du projet/programme réalisés par

[34] Pour plus d'informations sur le système d'échelle, voir le Manuel de l'EIPP, BIE, 2011.

[35] Cela est notamment pertinent au Congo où le PNUD a pu apporter un soutien aux travers d'actions (par exemple son rôle de conseil, de facilitateur, d'influence sur les politiques publiques) pour développer et renforcer les institutions ou politiques publiques, qui ont pu mettre du temps pour être installées et devenir opérationnelles.

le PNUD et le gouvernement du Congo, les documents institutionnels du PNUD (par exemple, enquêtes mondiales sur le personnel, plan stratégique, plans de financement pluriannuels, rapports annuels axés sur les résultats), les rapports sur les précédentes évaluations disponibles au niveau des projets et tous les travaux de recherche et publications disponibles sur le pays.

- Entretiens: Des entretiens directs (en vis-à-vis) et par téléphone seront réalisés avec les parties prenantes pertinentes, telles que les représentants du gouvernement, les organisations de la société civile, les représentants du secteur privé, les agences des Nations Unies et de développement, les donateurs et bénéficiaires du programme de pays pour recueillir leurs opinions sur toutes les questions d'évaluation posées par l'EIPP, y compris les prestations du PNUD, l'exécution des projets et programmes et leur impact (points fort, points faibles et financements consacrés).
- Visites sur le terrain : L'équipe de l'évaluation prendra en considération les régions du pays où le PNUD a une forte concentration de projets cruciaux, ainsi que Brazzaville, afin de constater de visu les éventuels résultats obtenus. L'identification des parties prenantes pertinentes pour les entretiens et des sites à visiter à Brazzaville et dans les provinces de l'intérieur, sera effectuée en se basant sur l'exploitation des documents de programme disponibles. Cela se fera aussi au travers d'échanges avec les gestionnaires de programme au niveau du PNUD, les partenaires nationaux, et grâce aux listes transmises par les partenaires gouvernementaux et internationaux.
- Sécurité: En termes de sécurité, certaines précautions sont à prendre, en raison du conflit armé dans la région du Pool (proche de Brazzaville) et que certaines régions ne seront accessibles qu'en avion.

Validation: L'évaluation utilisera la triangulation des informations recueillies de différentes sources et/ou par différentes méthodes pour s'assurer que les données sont valides.

Participation des parties prenantes : Au début de l'évaluation, une analyse poussée des parties prenantes (déjà largement entamée au cours de la mission préparatoire) sera effectuée afin d'identifier tous les partenaires pertinents du PNUD, ainsi que ceux avec qui le PNUD ne collabore pas mais qui jouent un rôle clé dans l'atteinte des effets des domaines prioritaires. L'évaluation utilisera une approche inclusive pour la conception, le déroulement de l'évaluation et la validation de ses extrants. Le BP impliquera dans ce processus les parties prenantes nationales issues du gouvernement et de la société civile, les agences des Nations Unies, les donateurs et d'autres partenaires.

7. MISE EN ŒUVRE ET MODALITÉS DE GESTION

Le processus d'évaluation rassemblera un éventail de bureaux différents.
Bureau indépendant d'évaluation du PNUD : Le BIE mènera l'EIPP en collaboration avec le BP et le gouvernement du Congo. Le BIE a établi ses Termes de référence (TdR) pour l'évaluation et dressera les grandes lignes de chaque rapport sur les effets qui seront intégrés au rapport final, sélectionnera les membres de l'équipe d'évaluation, dirigera l'équipe de la collecte des données, apportera ses conseils, organisera des séances de retour d'informations et une réunion avec les parties prenantes, préparera la première version provisoire du rapport, finalisera ce dernier et gérera les processus d'examen et de suivi. Le bureau d'évaluation prendra à sa charge tous les frais directement liés à la conduite de l'EIPP.

Bureau de pays du PNUD au Congo : Le BP devra apporter son soutien à l'évaluation : i) en travaillant en liaison avec le gouvernement national et les autres parties prenantes dans le pays ; ii) en aidant l'équipe d'évaluation à identifier et recueillir tous les documents de référence pertinents pour le programme de pays et du PNUD ; iii) en fournissant en temps utile tout soutien logistique et administratif requis par l'équipe de l'évaluation lors de la collecte des données (notamment pour la prise de rendez-vous et assistance pour les visites de terrain), ainsi qu'en veillant à ce que les mesures de sécurité adéquates

soient prises pour l'équipe d'évaluation ; iv) en passant en revue le rapport provisoire de l'EIPP et en apportant toutes les corrections factuelles nécessaires et ses commentaires; et v) en facilitant l'organisation d'un atelier final pour les parties prenantes, et/ou de différentes rencontres de partage des résultats ciblant les diférentes catégories d'acteurs et vi) en mettant en œuvre les recommandations finales de l'évaluation, l'atelier final pourra alternativement être organisé par video conference.

Institution de référence nationale : La participation nationale et l'appropriation du processus et des résultats de l'EIPP seront assurées à travers un partenariat solide dans le processus d'évaluation avec le Ministère du Plan, des Statistiques et de l'Integration Regionale (MPSIR), en tant qu'interlocuteur technique gouvernemental principal du PNUD, mais également en associant le cas échéant toutes autres administrations et entités pertinentes. Il est attendu du MPSIR qu'il : i) examine les Termes de Référence de l'évaluation ; ii) participe au choix des parties prenantes à interviewer et des sites à visiter ; iii) aide à faciliter la collecte de données sur le terrain ; iv) apporte ses observations sur la deuxième version provisoire du rapport de l'EIPP ; v) facilite l'organisation de l'atelier – le cas échéant - ou des rencontres spécifiques de partage des résultats avec les parties prenantes aux côtés du BP.

Bureau régional du PNUD pour l'Afrique (RBA): Le RBA apportera son aide à l'évaluation en partageant des informations, en examinant les TdR et la première version provisoire de l'EIPP et en participant à l'atelier pour les parties prenantes. Le RBA est également chargé de surveiller et de superviser la mise en œuvre des actions de suivi au Centre de ressources de l'évaluation.[36]

L'équipe d'évaluation: Le BIE mettra en place une équipe d'évaluation composée des membres suivants:

- Evaluateur Principal/e (EP): Membre du personnel du bureau d'évaluation dont la responsabilité générale est d'effectuer l'EIPP et de préparer et réviser le rapport provisoire et le rapport final, de co-animer l'atelier pour les parties prenantes et d'apporter tous les éclaircissements requis par le BP dans la préparation de son registre de contrôle pour la première version du rapport de l'EIPP, et la réponse de la direction (qui sera déposée dans l'ERC avec le rapport final de l'EIPP).
- Evaluateur Associé/e (AE) : Membre du personnel du bureau d'évaluation dont la responsabilité générale est d'appuyer le responsable de l'évaluation. En particulier, le responsable associé aide à conceptualiser l'évaluation et à assurer la qualité du rapport final.
- Assistant/e de Recherche (AR): Un/e AR au bureau d'évaluation est impliqué/e dans la collecte de documents de référence, la préparation des données et des informations, en particulier pour les Chapitres introductoires de l'EIPP et les informations sur le programme, ainsi que pour l'aide au développement de l'agenda.
- Consultants: Un expert indépendant d'évaluation provenant préférablement de la région (Afrique) sera chargé de contribuer à la collecte de données pendant la mission principale de terrain, d'aider à la rédaction du rapport de l'EIPP et de faciliter les échanges des résultats avec les parties prenantes. Le consultant régional (CR) sera recruté pour couvrir les domaines de l'***Environnement*** et des domaines transversaux, ainsi que les aspects plus sensibles de la ***Gouvernance*** et de la **Coordination**. Deux consultants nationaux (CN) seront recrutés pour couvrir la ***Lutte contre la pauvreté*** et les aspects de ***Gouvernance*** (en collaboration avec le consultant régional et en intégrant les aspects de l'environnement et de l'énergie qui sont strictement liées à la Pauvreté). Ils devront également couvrir les autres domaines de travail du PNUD au Congo, en particulier les thématiques transversales (VIH/sida, le genre, le développement des capacités, la promotion des droits humains et la gestion axée sur les résultats). Les consultants nationaux devront contribuer de façon spécifique aux rapports d'effets et au rapport principal de l'EIPP en relation avec les domaines qui

[36] http://erc.undp.org/

leur seront confiés. Le consultant régional sera aussi en charge de participer à l'intégration de ces contributions et de finaliser tous les livrables de la mission dans les formes et fonds contractuels.

- Déploiement d'une personne ressource et vehicule: un(e) assistant(e) sera recruté(e) afin d'apporter un appui administrative et logistique à la mission; il/elle sera notamment chargée de la préparation de la mission de terrain, des demandes de rendez-vous, de la préparation des déplacements à l'intérieur du pays et de tous travaux de secrétariat utiles à la mission. Compte tenu de la nécessité d'honorer nombreux rendez-vous pour l'équipe de trois consultants, à Brazzaville et sur le terrain, un véhicule et son conducteur dédié seront mobilisés localement à plein temps pour la mission.

8. PROCESSUS D'ÉVALUATION

L'évaluation sera menée conformément aux orientations approuvées par la méthodologie du BIE. Ce qui suit présente un résumé des éléments du processus. Quatre grandes phases apportent un cadre pour la conduite de l'évaluation.

Phase 1 : Préparation. Le bureau indépendant d'évaluation préparera la documentation de base avec l'aide du BP et recevra des informations du bureau régional et des autres administrations centrales. L'évaluateur principal (EP) et l'évaluatrice associée (EA) ont entrepris une mission préparatoire de deux semaines dans le pays et se sont entretenus avec le BP, les partenaires gouvernementaux et les principales parties prenantes nationales. Les objectifs de cette mission étaient les suivants : i) s'assurer que les parties prenantes clés comprennent le but, le processus et la méthodologie de l'évaluation ; ii) obtenir le point de vue des parties prenantes clés sur toutes les questions importantes à traiter dans l'évaluation ; et iii) déterminer la portée de l'évaluation, les approches, le calendrier et les paramètres de sélection de l'équipe d'évaluation de l'EIPP.

La mission préparatoire à Brazzaville (12-24 février 2017) a conduit à l'élaboration de ses Termes de Référence, qui sont communiqués aux parties prenantes clés pour qu'elles apportent leurs observations. En s'appuyant sur les TdR finalisés, et en accord avec les directives internes de recrutement, le bureau d'évaluation recrutera trois consultants (voir la Partie 7) experts en matière d'évaluation et dans les thématiques couvertes par l'évaluation.

Phase 2 : Collecte et analyse des données. L'objectif est de procéder à la collecte des données en accord avec ces TdR et d'analyser les données recueillies auprès de diverses sources par rapport aux critères d'évaluation indiqués dans la partie 6.

- Activités préalables à la mission : Les membres de l'équipe d'évaluation analyseront les documents de référence et prépareront un rapport provisoire sur les effets avant la mission de collecte de données. Ce document permettra d'identifier les questions de l'évaluation propres aux effets, d'identifier les lacunes et les problèmes qui devront être validés au cours de la collecte de données sur le terrain.
- Mission de collecte et de validation des données : L'équipe d'évaluation menée par les consultants et, dans sa dernière partie avec la participation de l'évaluateur principal (EP), entreprendront des missions dans le pays pour collecter les données sur le terrain. Cette mission de terrain s'étendra sur une période de 2,5 semaines entre mi-mai et début juin 2017. Une fois la collecte des données terminée, l'équipe se réunira pour réfléchir aux principales constatations et recommandations, en vue de faire la rédaction des rapports d'effets. L'équipe de l'évaluation fera un débriefing de fin de mission de terrain avec le BP principalement (et éventuellement le RBA) dans la première semaine

de juin pour discuter des principales constatations et recommandations préliminaires. L'équipe veillera à ce que toutes les inexactitudes factuelles et erreurs d'interprétation soient corrigées.

Phase 3 : Synthèse, Rédaction du rapport et examen.

L'objectif est de synthétiser l'ensemble des évaluations (rapports sur les effets) et de consulter les parties prenantes pour obtenir des constatations, conclusions et recommandations solides et factuelles.

- Rédaction des rapports: Les rapports provisoires et finaux sont élaborés en accord avec les TdR, le Manuel méthodologique des EIPP ainsi que les normes de qualité établies par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (UNEG).
- Examen: Pour des questions d'assurance-qualité, une première version provisoire du rapport est d'abord examinée en interne par le BIE, le BP et le RBA. L'évaluateur principal (EP) de l'EIPP au BIE procède à un examen de la conformité, après quoi le rapport est soumis au Directeur du BIE pour approbation. En ce qui concerne la revue par les parties prenantes, une deuxième version du rapport est ensuite envoyée à la partie nationale Congolaise au travers du BP pour, le cas échéant, en vérifier les faits et identifier les inexactitudes ou omissions. Le BIE examinera soigneusement les commentaires reçus et proposera, le cas échéant, des modifications au document. Un «registre de contrôle (Audit Trail)» des commentaires et des réponses sera préparé.
- Atelier et réunions pour les parties prenantes: En étroite collaboration avec le BP et le RBA, une réunion avec les principales parties prenantes nationales est normalement prévue (fin 2017) afin de présenter les résultats de l'évaluation et d'étudier les voies à suivre. Les participants comptent la direction générale du BIE et l'EP (et les Consultants), le BP, des représentants du RBA et des parties prenantes nationales. L'objectif principal de cette réunion est d'obtenir une plus grande adhésion nationale pour exploiter les leçons et recommandations tirées du rapport et de renforcer l'appropriation nationale du processus de développement et la responsabilisation nécessaire des interventions du PNUD au niveau du pays. Le rapport sera finalisé après les ateliers de partage.

Phase 4: Production, diffusion et suivi. L'objectif est de créer un rapport accessible à un large éventail de lecteurs (50 pages maximum plus les annexes, publié en français – en ligne et sur papier – et également disponible en ligne en anglais). Après le processus de révision, de traduction et de mise en page, le rapport final sera ensuite mis en ligne sur le site du BIE. Cette phase permettra de garantir que les résultats et les enseignements tirés du rapport de l'EIPP sont pleinement pris en compte pour les futures améliorations opérationnelles et largement diffusés auprès du public. Le rapport est soumis à l'Administrateur du PNUD, qui sollicite des réponses formelles à l'évaluation de la part du BP/RBA (« réponse de la direction »). Le RBA est chargé de surveiller et de superviser la mise en œuvre des actions de suivi au Centre de ressources de l'évaluation. L'EIPP est partagé avec le public interne et externe en version papier et électronique. Les résultats sont présentés à la haute direction du RBA par le biais d'une présentation formelle.

9. CALENDRIER DU PROCESSUS DE L'EIPP

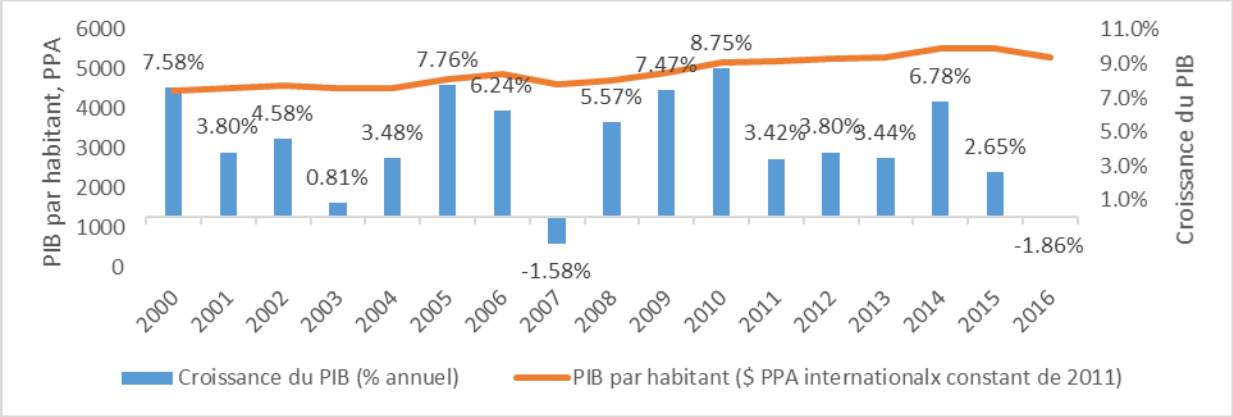
Le calendrier provisoire du processus d'évaluation et les responsabilités respectives sont indiqués ci-dessous. Le Bureau Pays (BP) et le Bureau Régional pour l'Afrique (RBA) participeront au processus d'élaboration d'un nouveau DPP en 2018. Par conséquent l'EIPP se déroule au moment idéal pour bénéficier des conclusions et des recommandations du processus de planification découlant de l'EIPP. Ainsi, les messages clés de l'évaluation peuvent être validés de façon appropriée et être pris en

considération en toute confiance lors de l'élaboration du nouveau programme de pays. Le rapport final devrait être à disposition du Bureau Pays et du Bureau Régional au cours du 1er trimestre 2018.

Tableau 3 : Calendrier provisoire (en 2017)		
Activité	**Responsable**	**Calendrier provisoire**
Phase 1 : Préparation		
Lancement de l'EIPP et travaux préparatoires	EP/EA/AR	Janvier/fevrier
Mission préparatoire; Identification des consultants	EP/EA/AR	12-26 fevrier
Termes de référence (TDR) provisoires pour traduction	EP/EA/BIE	Mars
TDR pour observations du BP/RBA/Gouv. Congo	BP/RBA/Partenaires	Mars
Version finale des TDR complétés et validés par le BIE	BIE	Fin Mars
Recrutement des membres de l'équipe d'évaluation	BIE	Avril
Developper le Chapitre 1 et l'analyse de l'efficience et du genre	BIE/BP/AR	Fin Avril
Phase 2 : Collecte et analyse des données		
Élaboration des outils et protocoles d'évaluation	BIE/AR	<15 Avril
Mission de collecte des données, analyse et Partage des resultats preliminaires de l'EIPP Congo	Consultants, et visite du RE (derniere semaine)	22 Mai – 9 Juin
Collecte de données complémentaires et additionnelles	Consultants (nationaux)	Fin Juillet
Phase 3 : Synthèse et rédaction du rapport		
Première version provisoire pour observations du BP/RBA (et traduction en Anglais du résumé pour le BIE)	BIE/BP/RBA, Consultant regional	Fin Juillet
Reception de commentaires et présentation de la seconde version provisoire au BP / RBA + ministère de référence	BIE/BP/RBA/partenaires	Aout
Reception de commentaires, finalisation du rapport EIPP, et traduction du rapport complet en anglais	BIE, Consultant Regional	Septembre
Atelier pour les parties prenantes (au Congo ou Video conférence)	BIE/BP/Partenaires	Octobre / Nov.
Phase 4 : Production et suivi		
Finalisation du rapport; rédaction de la Réponse finale de la direction du BP; production du brief de communication	BIE/BP/RBA	Decembre
Publication et diffusion du rapport final	BIE	1er partie 2018
Suivi au recommendations (Management Response)	BP et RBA	1er partie 2018

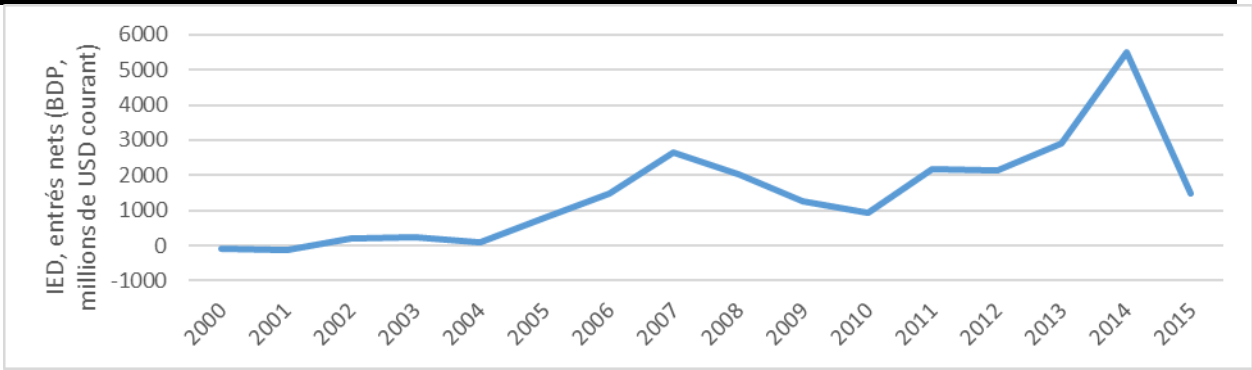
ANNEXE 2 – Vue d'ensemble du pays

Évolution du PIB, 2000-2016



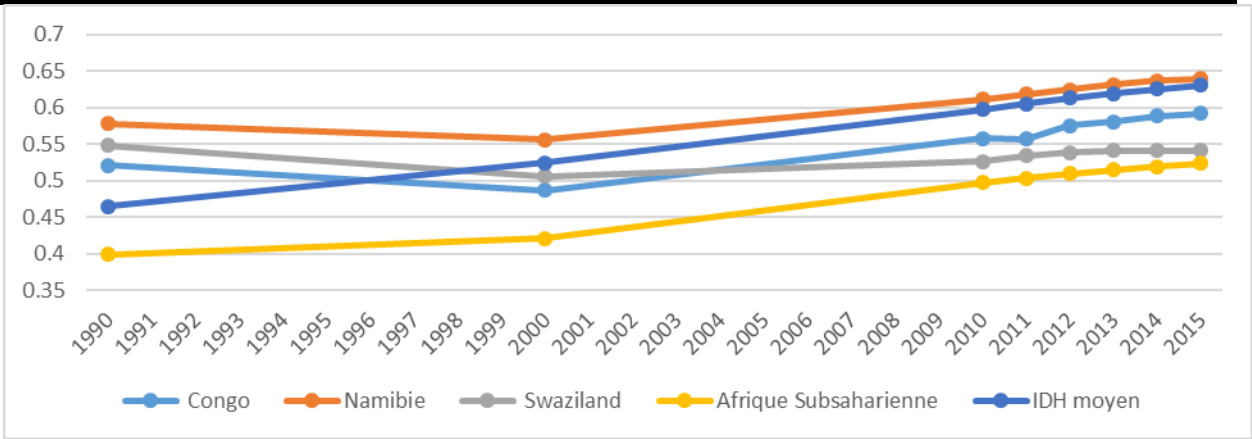
Source : Banque Mondiale, WDI (2017)

IDE entrées nettes (millions de USD courant), 2000-2015



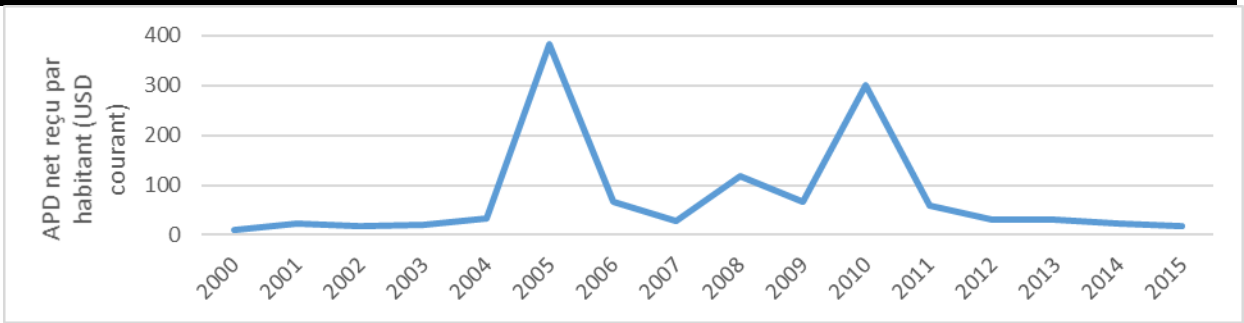
Source : Banque Mondiale, WDI (2017)

Évolutions de l'Indice du Développement Humain, 1990-2015



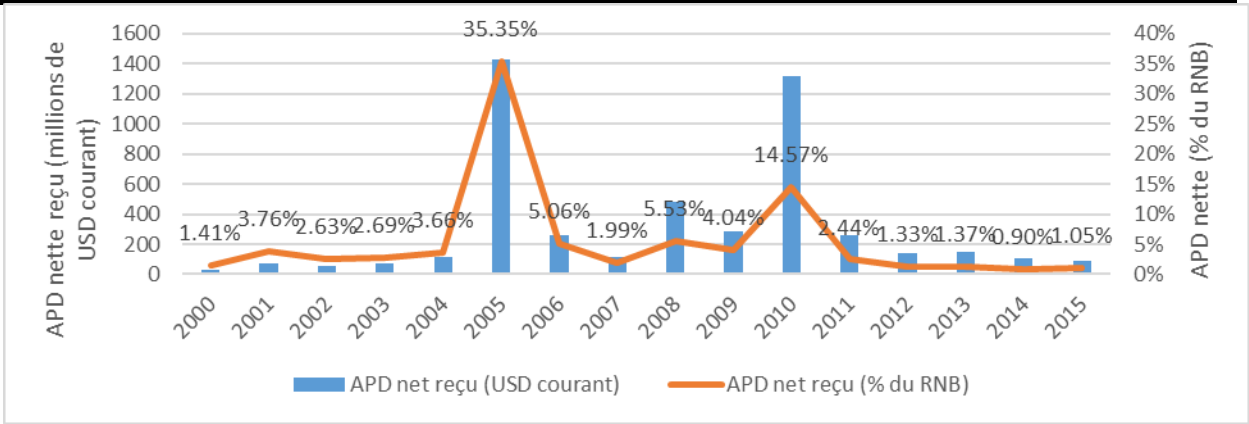
Source : PNUD Bureau du Rapport sur le développement humain (2017)

APD Nette Reçue par Habitant, 2000-2015



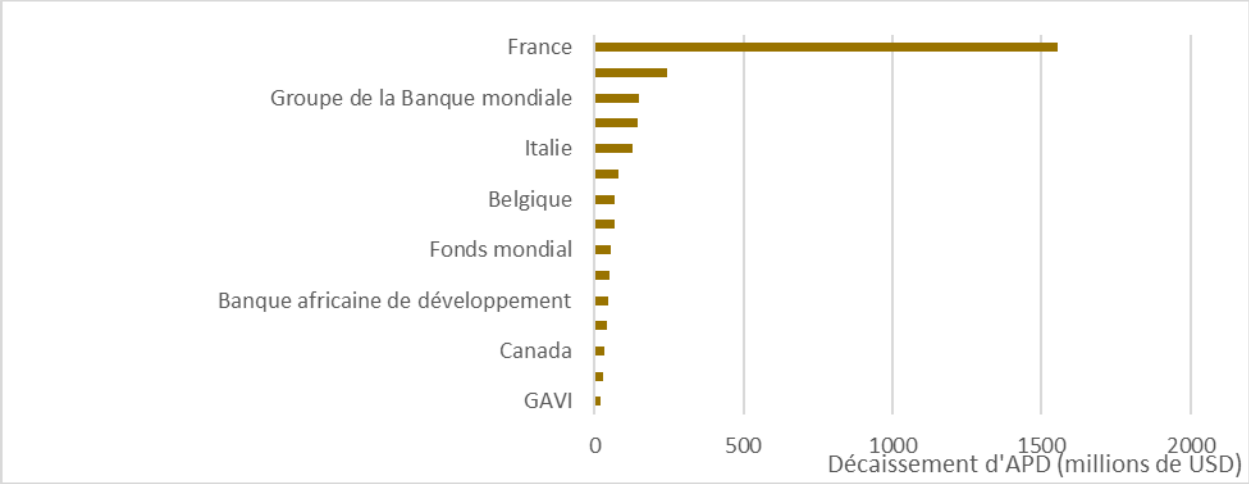
Source : Banque Mondiale, WDI (2017)

Évolution de l'APD, 2000-2015



Source : Banque Mondiale, WDI (2017)

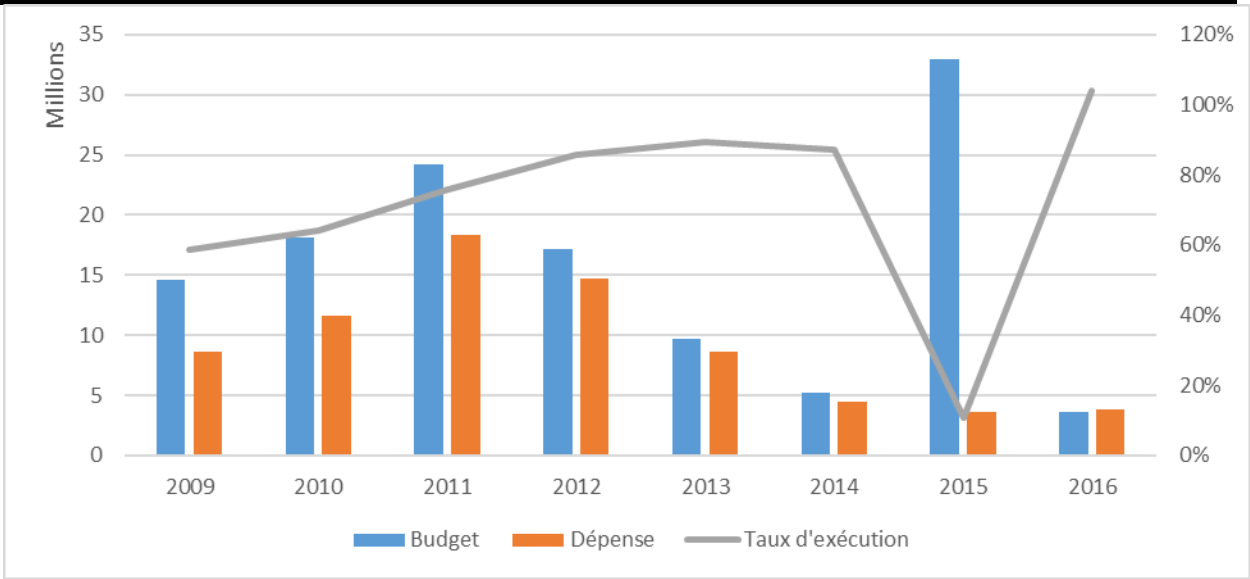
APD Contributeurs principaux, 2008-2015



Source : OCDE, QWIDS (2017)

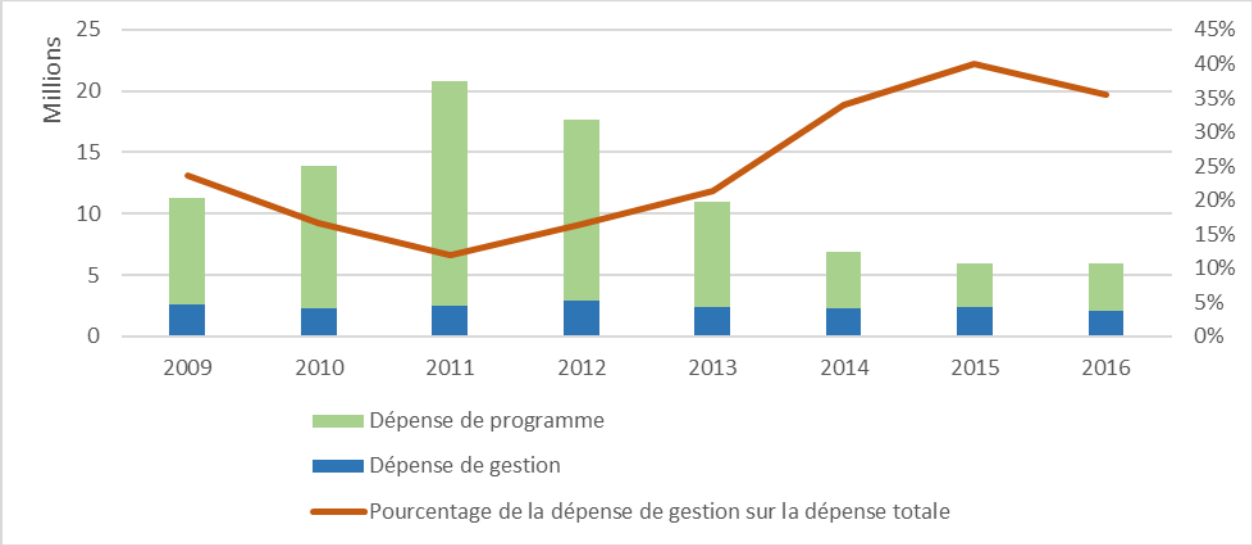
ANNEXE 3 – Vue d'ensemble du bureau de pays

Évolution des budgets et des dépenses des programmes du PNUD, 2009-2016



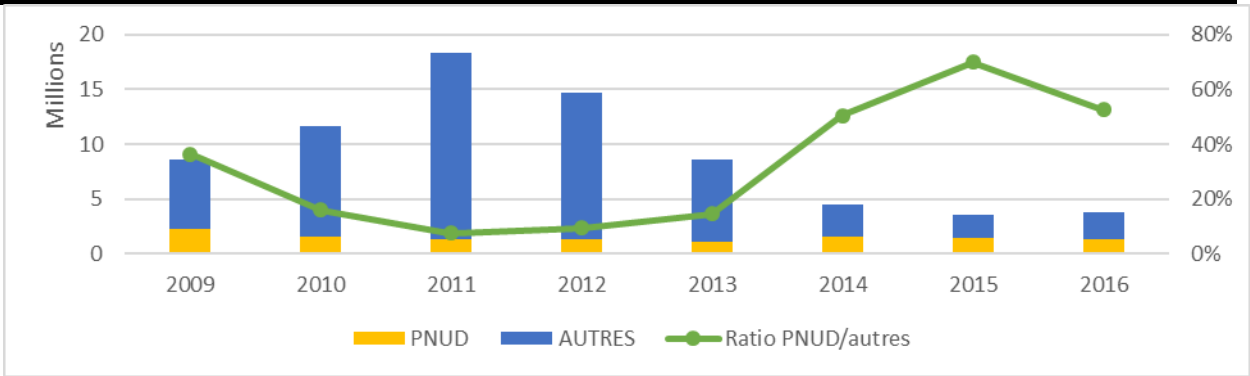
Source : PNUD en République du Congo (2017)

Évolution des dépenses de programmes et de gestion du PNUD, 2009-2016



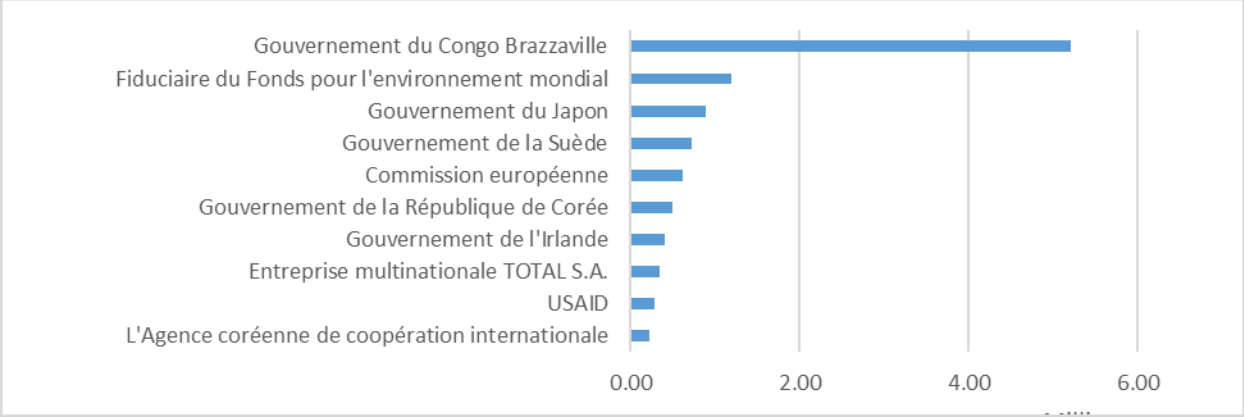
Source : PNUD en République du Congo (2017)

Évolution des dépenses du bureau de pays par ressource, 2009-2016



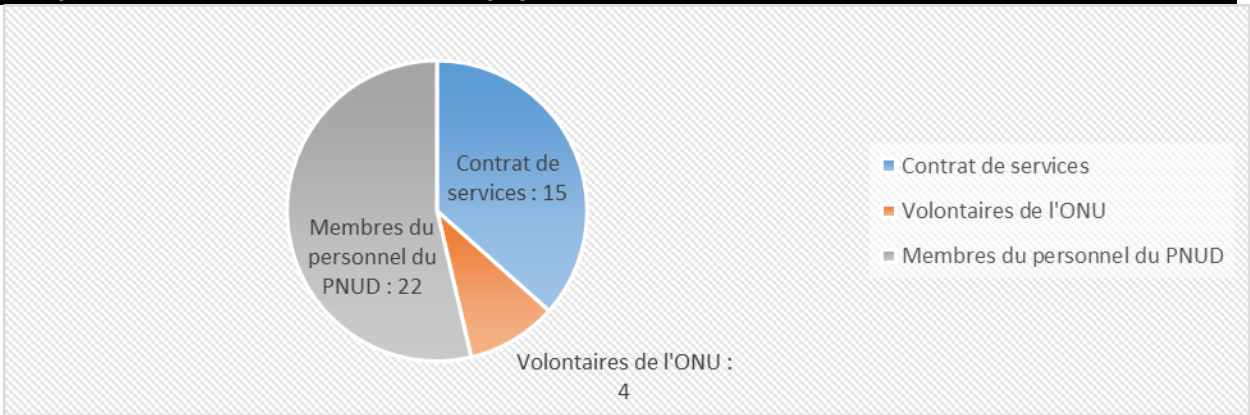
Source : PNUD en République du Congo (2017)

Dépenses pour les programmes par contributeur principal, 2009-2016



Source : Outil Atlas Power BI (2017), filtré par dépense de plus de 200 000 dollars US

Composition des effectifs du Bureau de pays du PNUD



ANNEXE 4 – Liste des projets

La liste a été établie à partir des données disponibles dans le système Atlas. Des projets conçus et mis en œuvre principalement avant 2009 et/ou arrivés à terme au début de la période couverte par l'ERAD ne sont pas pris en compte.

ID d'attribution	Dénomination d'attribution	ID de projet	Titre de projet	Marqueur d'égalité des sexes	Effet 2009-2013	Effet 2014-2018	Lieu	Mise en œuvre (dépenses)								Dépenses 2 009-2016
								09	10	11	12	13	14	15	16	
Gouvernance démocratique																
00057646	Renforcement des capacités pour la promotion du genre	00071311	Renforcement des capacités pour la promotion du genre	GEN3	62		Brazzaville			0 $						20 450 $
00057651	APPUI A LA CONEL	00071316	APPUI A LA CONEL	GEN0	62		Brazzaville		0 $	0 $						255 512 $
00057843	Appui au dév. des capacités nat. en gestion de projets	00071600	Appui au dév. des capacités nat. en gestion de projets	GEN2	63		Brazzaville		0 $	0 $						11 963 $
00059455	Gouvernance démocratique	00074344	Appui à la décentralisation	GEN0	62	70	Brazzaville									593 413 $
00059455	Gouvernance démocratique	00074469	Récensement administratif	GEN0	62		Brazzaville			0 $						5 369 $
00059455	Gouvernance démocratique	00074473	Création d'un fichier d'état civil unique de la ville de Pointe-Noire par l'interconnexion mairies/hôpitaux/morgues	GEN1	62	70	Pointe-Noire									179 893 $
00059455	Gouvernance démocratique	00074493	Genre, leadership féminin, VIH/sida	GEN3	62		Brazzaville									35 985 $
00059455	Gouvernance démocratique	00077415	Appui à la promotion de la culture	GEN1	62	70	Brazzaville									1 867 240 $
00059455	Gouvernance démocratique	00094425	Appui à l'Assemblée nationale	GEN0		70	Brazzaville				0 $	0 $	0 $			3 721 $
00059455	Gouvernance démocratique	00094464	Appui à la gouvernance foncière	GEN0		72	Brazzaville									65 874 $
00059455	Gouvernance démocratique	00101028	Appui à la justice – État de droit – DH – Dém.	GEN1		70	Brazzaville									31 628 $
00071622	Genre, leadership féminin, VIH/sida	00084978	Genre, leadership féminin, VIH/sida	GEN3		70	Brazzaville									347 396 $
00040729	Développement local	00071689	Institutionnalisation CGDC	GEN1	66	70	Tandou Mboma-Tandou									514 729 $

							Binzenze,								
00040729	Développement local	00074665	Planification locale	GEN1	66	70	Plateaux, Pool, Cuvette, Bouenza								615 279 $
Réduction de la Pauvreté															
00014518	ACTION COMMUNAUTAIRE	00014518	ACTION COMMUNAUTAIRE	GEN1		71	Brazzaville			0 $		0 $		0 $		4 340 $
00014530	LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	00014530	LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	GEN2		71	Brazzaville		0 $	0 $		0 $		0 $		1 034 $
00040729	Développement local	00074664	Aménagmt du territoire & dévpt local	GEN2	66	71	Brazzaville, Tchiamba Nzassi, Etoro et Obaba, Boya, Tongo, Madingou								2 883 901 $
00044871	Collecte et Destruction des Armes pour le Developpemt II	00072196	PTA – Collecte et destruction d'armes & pour le développement	GEN0		71	Pool			0 $						142 643 $
00047494	Promot° & accélérat° des OMD en milieu rural	00071317	Appui à la mise en place des villages du Millénaire	GEN3	66		Etoro et Obaba			0 $						47 197 $
00047495	Prévention du VIH/sida chez les femmes et les filles	00057085	Prévention du VIH/sida chez les femmes et les filles	GEN3	66		Ewo, Kinkala, Gamboma, Sibiti							0 $		944 227 $
00047495	Prévention du VIH/sida chez les femmes et les filles	00087034	PRÉVENTION DU VIH/sida chez les femmes et les filles 2	GEN3	66	71	Ewo, Kinkala, Gamboma, Sibiti				0 $					402 174 $
00050032	Reintegration and Community Development Unit	00061563	Femmes associées à des conflits armés et touchées par ces conflits	GEN3	67		Pool			0 $	0 $	0 $	0 $	0 $		470 916 $
00050032	Reintegration and Community Development Unit	00071863	PRESJAR-3	GEN3	67		Pool				0 $		0 $	0 $		310 448 $
00057635	Politiques et stratégies sur le	00071300	Appui à la réduction de la pauvreté	GEN	65	71	Brazzaville									2 446 721 $

	développement														
00057635	Politiques et stratégies sur le développement	00074382	Appui à la mise en place de la Politique nationale Genre	GEN3	65		Brazzaville			0 $						25 999 $
00057791	APPUI A LA DGCL	00071524	Appui à la DGCL	GEN0	66		Brazzaville		0 $	0 $						12 185 $
Environnement & Énergie, Prévention des Crises															
00037024		00040462	Seconde communication nationale	GEN0	69					0 $	0 $	0 $				115 083 $
00040649	Mise en œuvre PGF : Prgme centralisé récup. et recyl. CFC-12	00046061	Recyclage CFC12	GEN1	69		Pointe-Noire et Brazzaville					0 $				62 343 $
00044871	Collecte et destruction des armes pour le développement II	00052911	Collecte et destruction des armes pour le développement II	GEN0	68		Pool				0 $			0 $		350 623 $
00044871	Collecte et destruction des armes pour le développement II	00071852	PAPSEC	GEN1	68		Pool			0 $	0 $	-2 $	3 $	0 $		627 424 $
00045154	Changements climatiques	00053282	Renforcement des capacités nationales pour le développement de la micro hydroélectricité et l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales	GEN1	69	72	Brazzaville									408 047 $
00045154	Changements climatiques	00074655	Mines	GEN1	69	72	Sangha, Likouala, Pool, Niari, Lékoumou, Kouilou									2 152 542 $
00045154	Changements climatiques	00074672	Appui aux activités de gestion durable de l'environnement pour la lutte contre le changement climatique	GEN1	69	72	Brazzaville									638 513 $
00045154	Changements climatiques	00089214	Développement durable de NZambi et de Madingo-Kayes	GEN1		72	NZambi et Madingo-Kayes				0 $	0 $		0 $		326 835 $
00051121	Lac Télé - lac Tumba	00063501	Lac Télé - lac Tumba	GEN1	69		Likouala, RDC		0 $	0 $						119 831 $

00061704	Lac Télé - lac Tumba	00078435	Lac Télé - lac Tumba	GEN1	69	72	Likouala, RDC				0 $			0 $		915 038 $
00059455	Gouvernance démocratique	00094426	Appui commerce intérieur	GEN1		71	Brazzaville				0 $	0 $	0 $			208 389 $
00079111	PIMS 4685 micro hydro Congo	00089213	Petits mini-réseaux hydrauliques pour l'électrification rurale au Congo-Brazzaville	GEN1		72	Brazzaville				0 $	0 $			0 $	49 154 $
Sous-total (millions de dollars US)								**2,5**	**2,3**	**2,2**	**3,2**	**1,6**	**2,2**	**2,1**	**2,1**	**18,2**

ANNEXE 5 – Cadre de résultats et indicateurs

I. Tableau des indicateurs et leur état 2009-2013[37]

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
Effet	**Indicateur**	**Valeur de référence**	**Valeur cible**	**Progrès**				
				2009	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**
Effet 62 (Gouvernement démocratique)								
Le renforcement des capacités des institutions et l'établissement d'une gouvernance démocratique, transparente et responsable sont assurés aux niveaux national et local	Taux de participation des femmes, des jeunes, des handicapés et des peuples autochtones	Insuffisance de la participation citoyenne	Augmentation de la participation citoyenne aux élections législatives et locales	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucun changement	Aucune donnée	Aucune donnée
	Nombre de districts disposant de monographies	Insuffisance des données administratives sur la population	Des données administratives de qualité sont disponibles	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucun changement	Aucune donnée	Aucune donnée
	Nombre d'organisations de la société civile participant à la mobilisation des électeurs, y compris les femmes, les populations autochtones et les personnes vivant avec un handicap.	Faible participation des organisations de la société civile au processus électoral au Congo	16 OSC pour la sensibilisation (13 ONG et 3 plateformes) formées à la sensibilisation des électeurs 13 OSC formées à l'observation des élections (10 ONG et 3 plateformes)				Cible atteinte et dépassée	
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	24 organisations de la société civile ont participé à la mobilisation des électeurs	Aucune donnée
	Pourcentage des citoyens interrogés qui sont au courant de la tenue des élections législatives en 2012	Seulement 9 % des femmes congolaises savaient que des élections législatives seraient organisées en 2012 Seulement 19 % des hommes congolais savaient que les élections législatives seraient organisées en	80 % des femmes congolaises savent qu'il s'agit d'élections législatives et locales en 2012				Progrès significatifs	
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	L'enquête est en cours de réalisation (URAS)	Aucune donnée

[37] Tous les « effets », « indicateurs », « valeurs de référence », « valeurs cible » et « Progrès » sont définis dans les Rapports Annuels Orientés sur les résultats (ROAR) 2009-2013

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
		2012						
	Nombre de structures en charge des élections qui disposent d'une stratégie solide et cohérente dans le domaine de la sensibilisation et l'éducation civique des électeurs et de l'observation nationale des élections	Absence de stratégies cohérentes et solides des structures en charge des élections en matière de sensibilisation et d'éducation civique des électeurs, et d'observation nationale des élections	Une stratégie solide et cohérente est élaborée dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation civique des électeurs Une stratégie solide et cohérente est élaborée dans le domaine de l'observation nationale des élections	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Certains progrès La CONEL dispose d'une stratégie de campagne élaborée, y compris les outils pour la campagne multimédia	Aucune donnée
	Le cadre législatif consolidant la mise en œuvre de la décentralisation au Congo est renforcé	Le cadre législatif de la décentralisation est incomplet	Existence de la politique nationale de décentralisation intégrant les aspects du genre Existence des textes de la fonction publique territoriale intégrant les aspects du genre	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Certains progrès Des textes sur la fonction publique territoriale ont été élaborés, mais pas publiés. La politique nationale de la décentralisation existe depuis 2011.	Aucune donnée
	Nombre de CGDC impliqués sur l'ensemble du territoire dans la mobilisation des électeurs. Pourcentage de personnes interrogées qui savent	Faible participation des organisations de la société civile au processus électoral au Congo	80 % des Congolais savent que les élections locales sont organisées					Progrès significatifs

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
	que les élections sont un droit. Pourcentage annuel des autochtones et des femmes inscrits sur les listes électorales.			Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	HCICEM : 489 CDGC et 669 clubs citoyens 91 % des Congolais, Enquête URAS 2013. Listes électorales pas prêtes
	Nombre de femmes formées. Nombre de femmes candidates en hausse en 2013. Nombre de femmes élues aux élections.	Les femmes sont très peu représentées dans les conseils départementaux et municipaux.	Augmenter le nombre de femmes candidates et élues aux élections locales de 2013					Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Les élections locales ont été reportées en 2014, car le recensement administratif spécial n'est pas finalisé.
	Pourcentage de citoyens qui pensent que les élections sont libres et crédibles. Hausse annuelle du nombre d'électeurs, désagrégé par sexe, qui sont inscrits sur les listes électorales. Nombre d'électeurs, désagrégé par sexe, qui ont voté.	La gestion informatique de l'enregistrement des électeurs et de la compilation des résultats pose des problèmes de fiabilité.	Les listes électorales et la compilation des résultats sont mieux gérées.					Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Les listes électorales issues du recensement administratif spécial ne sont pas toutes (10/12 OK) disponibles.
	Nombre de consultations participatives. Le document est disponible.	Le cadre législatif de la décentralisation est incomplet	Existence de la politique nationale de décentralisation intégrant les aspects du genre					Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	La politique n'a pas été revue.
Effet 63 (Gouvernement démocratique)								
Les institutions et les acteurs nationaux utilisent efficacement les outils de planification, de contrôle et de suivi-évaluation des politiques,	Nombre de partenaires de réalisation recevant des avances de paiements.	Tous les partenaires opèrent actuellement sur la base de paiements directs et s'appuient sur le PNUD en tant que partie responsable	Les partenaires de réalisation sont garants de la modalité NEX et appliquent la gestion axée sur les résultats			Aucun changement		
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucun partenaire ne reçoit d'avance de paiement	Aucune donnée	Aucune donnée

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
programmes de développement et budgets.	Les institutions clés de l'administration publique disposent de documents solides de stratégie/politique sectorielle/plan de travail annuel ou d'un Plan de passation de marchés respectant l'approche GAR.	Absence ou faible qualité des documents de stratégie/politique sectorielle/plan de travail annuel ou du Plan de passation de marchés au sein l'administration publique	Au moins 15 institutions clés de l'administration publique disposent de documents solides				Certains progrès	Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	5 institutions clés de l'administration publique disposent de documents solides	5 administrations publiques disposent des CDMT/PAP 1 307 Plans de développement des écoles (PDE) ont été élaborés, dont 800 ont été validés.
Effet 64 (Gouvernement démocratique)								
Les collectivités locales appliquent de manière efficace la politique de décentralisation.	Quatre centres de la femme et des filles sur la prévention, la prise en charge économique et la formation en matière de VIH/sida	Aucun centre n'existe à l'heure actuelle	Établissement de deux centres de la femme et des filles à Gamboma et Sibiti				Certains progrès	Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Cet indicateur fait partie de l'effet 66	L'indicateur a été fusionné avec celui de l'effet 66
	Renforcement des capacités de la direction générale des collectivités locales dans la formulation d'une politique nationale de décentralisation	Absence d'une politique nationale de décentralisation	Mise en place d'un groupe de travail réunissant les experts de la direction et des consultants				Certains progrès	Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Cet indicateur fait partie de l'effet 66	L'indicateur a été fusionné avec celui de l'effet 66
Effet 65 (Réduction de la pauvreté)								
Les capacités nationales d'élaboration de politiques, de stratégies et d'indicateurs de référence du développement humain sont développées et le plaidoyer et le suivi des OMD	Nombre de politiques et de stratégies de développement validées	Absence d'études prospectives, absence de politiques et stratégies dans plusieurs secteurs (emploi, agriculture, industrie, microfinance, etc.)	Indice de développement humain sensiblement amélioré			Certains progrès		
				Aucune donnée	Aucune donnée	0,533	Aucune donnée	Aucune donnée
	Les instruments de	Le DSRP 2008-2010	Le nouveau cadre				Progrès significatifs	Progrès significatifs

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
sont réalisés	planification stratégique et le système d'information statistique sont rénovés	existe, et les travaux pour l'élaboration d'une Stratégie nationale de Développement de la Statistique (SNDS) sont prévus	de planification stratégique 2012-2016 est en place	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Le DSCERP, le Plan d'Actions Prioritaires, le Cadre de Dépenses à Moyen Terme et le document de mise en œuvre ont été adoptés en juin 2012	PND 2012-2016 en cours d'exécution et stratégie nationale de développement de la statistique adoptée
Effet 66 (Réduction de la pauvreté)								
Les capacités de développement local et de gestion communautaire sont renforcées	Proportion de personnes ayant accès à des services sociaux de base de qualité.	Base de référence sur le niveau quantitatif et qualitatif des structures scolaires de base et des centres de santé ; accès limité des communautés à des services sociaux de qualité (enquête réalisée en 2009)	Augmentation plus forte pour la proportion de femmes que pour celle des hommes ayant accès à des services sociaux de base	Aucune donnée	Aucune donnée	Certains progrès Le taux net de scolarisation dans le primaire est de 8	Aucune donnée	Aucune donnée
	4 plans de développement locaux mis en œuvre	Plan de développement local insuffisant et qui ne correspond pas au principe GAR	4 plans de développement local élaborés	Aucune donnée	Aucune donnée	Progrès significatifs 2	Aucune donnée	Aucune donnée
	Les conditions d'apprentissage des élèves dans le primaire sont améliorées avec un ratio élèves/enseignants diminué, sur la base d'une participation communautaire solide	Ratio élèves/enseignants > 63 1 680 CGDC crées, mais peu fonctionnels	Ratio élèves/enseignants < 52 500 DGDC créés et fonctionnels	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Progrès significatifs 50 élèves pour 1 salle de classe ; 182 nouvelles salles de classe ; 4 750 de table-bancs livrés ; plus de 500 CGDC fonctionnels	Aucune donnée
	Nombre de plans d'action des plans de développement local aligné sur les objectifs du Millénaire pour le développement	0	10				Progrès significatifs	

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Quatre plans d'action des plans de développement existent à ce jour (Rapport annuel de la Direction générale des collectivités locales)	Aucune donnée
	Nombre de structures communautaires offrant à la fois des services pour la prévention et pour la réduction de l'impact social et économique du VIH/sida	Peu de structures en place dans les milieux ruraux offrant à la fois des services pour la prévention et pour la réduction de l'impact psychosocial et économique du VIH/sida	4 centres de prévention du VIH/sida offrant des services pour la réduction de l'impact psychosocial et économique du VIH/sida mis en place				Progrès significatifs	Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	3 centres fonctionnels Taux de fréquentation : 15 % de femmes et 85 % d'hommes (Rapport annuel)	3 centres fonctionnels
	Ratio élèves/salle de classe dans le primaire	Ratio élèves/salle de classe > 63	Ratio élèves/salle de classe < 52					Certains progrès
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	59,5
	Nombre de départements disposant d'un Plan de développement départemental et d'un Plan triennal d'investissement élaborés avec la participation des communautés et alignés sur les objectifs du Millénaire pour le développement	0	6					Aucun changement
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	4 PDL finalisés en 2012. L'élaboration des autres PDL a été reportée en 2014 en attente de la tenue des élections locales
	Nombre de CGDC fonctionnels	1 680 CGDC créés, mais peu fonctionnels	500 CGDC fonctionnels					Certains progrès
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	200
	% de projets inscrits dans les plans annuels d'investissement (PAI) mis en œuvre/an	Les projets d'investissements annuels départementaux transmis au ministère en charge de l'Aménagement du territoire pour	Au moins 50 % des projets inscrits dans les PAI des départements sont mis en œuvre					Certains progrès
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	20 % au Pool, 12 % dans les Plateaux

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
		financement ne reflètent pas les défis de développement des départements						
	% de citoyens qui estiment être impliqués dans le processus de prise de décision au niveau local	Faible implication de la population dans le processus de prise de décision au niveau local	Au moins 50 % des citoyens dans les zones rurales sont estimés être impliqués directement ou indirectement dans le processus de développement au niveau local	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucun changement Pas de donnée disponible
Effet 67 (Réduction de la pauvreté)								
La création d'emplois et l'amélioration des conditions d'existence sont promues	Nombre d'emplois créés en faveur des groupes vulnérables	Taux de chômage de 14,9 %	10 000 emplois créés dans les quartiers des principales villes et dans les localités rurales cibles (villages du Millénaire)	Aucune donnée	Aucune donnée	Certains progrès 16,1 %	Aucune donnée	Aucune donnée
	Nombre d'emplois créés en faveur des personnes défavorisées (PARSEGD)	Plus de 50 % des personnes défavorisées identifiées par le ministère des Affaires sociales en 2009 sont sans emploi	(i) 1 750 emplois directs créés au bénéfice des personnes défavorisées dans le département de Brazzaville (ii) 1 000 opportunités d'auto-emploi offertes à un groupe de personnes défavorisées grâce à la création de TPE et de PME, ainsi qu'aux AGR (modèle SONGHAI)	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Progrès significatifs 1 015 auto-emplois directs créés	Certains progrès 18 jeunes formés à Songhaï-Bénin à la gestion des activités productives agro-industrielles, et employés en tant que salariés par les 2 centres songhaï
	Nombre de	5 000 anciens	D'ici à fin 2013,				Progrès significatifs	Certains progrès

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
	bénéficiaires des activités génératrices de revenus destinées à la réintégration des groupes vulnérables dans cinq communautés du Pool (URDC).	combattants autodémobilisés constituent encore une source potentielle d'insécurité dans le département du Pool. 2 500 doivent être pris en charge par le gouvernement et 500 ont déjà été appuyés par le PNUD/BCPR. Les 2 000 autres sont toujours en attente d'assistance, ainsi que d'autres groupes vulnérables.	2 850 bénéficiaires dans 5 communautés du département du Pool : 1 450 anciens combattants, 1 000 femmes et 400 jeunes à risque.	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	1 130 (576 hommes et 554 femmes) bénéficiaires soutenus : 90,4 % de la cible annuelle de 1 250 bénéficiaires. (2012, Rapport annuel d'avancement)	1 464 (832 hommes et 632 femmes) engagés dans des activités génératrices de revenus ; 3 nouveaux sites d'activités aménagés et opérationnels
Effet 68 (Environnement et prévention des crises)								
Les capacités nationales de prévention des conflits et de gestion des catastrophes naturelles et des risques sont renforcées	Nombre d'armes collectées annuellement et de plans de contingence locaux pour la prévention des conflits et la gestion des catastrophes naturelles fonctionnels	1 000 armes collectées et 2 plans de contingence en place	Au moins 4 plans disponibles et 3 000 armes et minutions collectées	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucun changement	Aucun changement Rapport final	Aucun changement Rapport final d'exécution
	Existence d'un Plan de contingence national pour la prévention et la gestion des catastrophes naturelles adopté et opérationnel ; existence d'une Stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes et un Plan d'action approuvé ; existence d'une Structure nationale de coordination et de collaboration multisectorielle.	Le décret 091/249 du 26 mai 2001, portant organisation d'un plan ORSEC au niveau des départements. Il convient de préciser que ce plan n'a jamais été adopté. Le décret 2001/613 du 31 décembre 2001, mettant en place un Plan national d'intervention d'urgence (PNIU) en cas de situation critique pour l'environnement marin et côtier.	Stratégie nationale de gestion des risques et des catastrophes et un plan d'action élaborés ; un cadre institutionnel élaboré et une proposition de structure nationale de coordination et de collaboration multisectorielle finalisée ; Plan de contingence réactualisé.	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucun changement Projet précédent clos dans Atlas.	Aucun changement Projet clos

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
	Le nombre d'institutions qui ont mis en place des cadres opérationnels de mise en œuvre du plan de contingence	Existence du plan de contingence révisé en 2010	Plan de contingence révisé Stratégie de prévention et de gestion des risques et catastrophes élaboré					Certains progrès
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Cadre opérationnel de mise œuvre du plan de contingence pour le secteur de la santé disponible
Effet 69 (Environnement et prévention des crises)								
Les capacités de planification et de gestion coordonnées des questions environnementales et des énergies à moindre coût sont renforcées	Niveau d'émission et capacités de séquestration du CO2	Niveau d'émission et capacités de séquestration du CO2 de l'année 2000 : 2 064,68 Gg ECO2.	Le niveau des émissions de CO2 et les quantités absorbées en référence à l'année 2000 sont restés stables			Certains progrès		
				Aucune donnée	Aucune donnée		Aucune donnée	Aucune donnée
	Existence de la stratégie et du plan d'action national de l'artisanat minier ; existence du cadre légal de fonctionnement de l'agence sur l'environnement ; document actualisé du PNAE	Manque d'outils fiables pour une gestion durable des ressources naturelles.	Les acteurs nationaux utilisent des outils de gestion durable des ressources naturelles.				Progrès significatifs	Progrès significatifs
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Existence de la stratégie et du plan d'action national de l'artisanat minier ; et du cadre légal de fonctionnement de l'agence sur l'environnement	Stratégie validée, 16 % de femmes actives. Documents de création de l'agence validés, loi non adoptée. PNAE non finalisé.
	Nombre de cadres de partenariat public-privé sur l'investissement dans l'environnement et les initiatives résilientes aux changements climatiques, avec une forte composante sur le genre.	Deux cadres de partenariat public-privé	Deux cadres de partenariat public-privé signés				Aucun changement	Progrès significatifs
				Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Existence d'un accord avec Total	Accord pour un projet de développement durable à Nzambi, d'une valeur de 500 000 $, signé avec Maurel et Prom, avec 35 % de femmes bénéficiaires.
	Nombre de politiques inclusives, vertes,	Aucune politique inclusive, verte,	Deux politiques inclusives, vertes,				Cible atteinte ou dépassée	Certains progrès

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
	résilientes aux changements climatiques, à faible niveau d'émission de CO2, y compris une forte composante sur le genre, élaborées en consultation avec les parties prenantes non gouvernementales.	résiliente aux changements climatiques, à faible niveau d'émission de CO2 comprenant une forte composante sur le genre	résilientes aux changements climatiques, à faible niveau d'émission de CO2, y compris une forte composante sur le genre.	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Deux politiques inclusives, vertes, résilientes aux changements climatiques, y compris une forte composante sur le genre.	Forum national avec 22 % de participation des femmes, et axes stratégiques de la politique sur l'économie verte et le développement durable définis.
	Au moins 2 % d'augmentation du budget alloué au développement du secteur de l'artisanat minier. Au moins 100 ménages adoptent les nouvelles pratiques agroforestières afin de mieux faire face à la variabilité et aux phénomènes climatiques extrêmes. Nombre de personnes qui participent aux échanges d'expériences sur la plateforme du centre climatique. Pourcentage des ménages ayant adopté l'utilisation du foyer amélioré de biomasse perfectionnée à forte efficacité énergétique.	Existence d'un inventaire des exploitants artisans miniers. Plantation agroforestière de 50 ha. Existence d'un centre d'information climatique. Existence d'une étude de faisabilité socioéconomique sur les foyers améliorés. 20 parlementaires sont sensibilisés sur le projet. Action parlementaire sur les énergies renouvelables. Existence des documents du PNAE et de l'ANE. Existence d'un document de projet	Plan d'action pour la gestion durable des ressources minières opérationnel. Gestion des séries communautaires de forêt effective. Gestion et information des données climatiques renforcées. Promotion des énergies renouvelables auprès des ménages. Appui à l'élaboration d'un projet de loi sur les énergies renouvelables par les parlementaires.					Certains progrès

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2009-2013)								
	Parlementaires engagés dans les reformes législatives pour la promotion des énergies renouvelables. Existence des cadres organique et légal approuvés par le gouvernement pour une gestion rationnelle de l'environnement. Nombre de départements qui ont mis en place un mode de surveillance des forêts		Dispositif institutionnel tenant compte de la dimension du genre dans la gestion de l'environnement. Structure de décentralisation de la REDD+ opérationnelle	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Aucune donnée	Ateliers organisés avec les parlementaires sur les EN, 6 % de femmes. Diagnostic du secteur de l'énergie pour la nouvelle loi réalisée.

II. Tableau des indicateurs des effets et leur état 2014-2018[38]

Liste des indicateurs des effets du PNUD (2014-2018)						
Effet	**Indicateur**	**Valeur de référence**	**Valeur cible**	**Progrès**[39]		
				2014	**2015**	**2016**
Effet 70 (Gouvernement démocratique)						
D'ici 2018, les processus électoraux se dérouleront de manière libre, équitable, crédible et transparente	Pourcentage de Congolais (désagrégé – femmes, jeunes, personnes âgées, handicapés, populations autochtones) qui perçoivent les élections comme libres, justes, crédibles et transparentes	Faible niveau de confiance dans les élections (75 % des citoyens interrogés n'avaient pas confiance dans les résultats des élections législatives (URAS 2013))	- 50 % des citoyens ont confiance dans le processus électoral - La liste électorale est acceptée par la majorité et l'opposition	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucune donnée disponible	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : il n'y a pas eu d'élections en 2015	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucune enquête sur la crédibilité du système d'électoral n'a été réalisée en raison des événements post-élection.
	Augmentation du taux de participation électorale	- Taux de participation : entre 20 et 60 % (controversé) dans les principales villes du pays - Faible pourcentage de Congolais ayant une bonne connaissance sur les principes de la démocratie et de la citoyenneté et sur les processus électoraux	75 % dans les principales villes du pays 25 % des Congolais ont une bonne connaissance des principes de la démocratie et de la citoyenneté et des processus électoraux	Aucune donnée	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : il n'y a pas eu d'élections en 2015	Progrès significatifs Type : quantitatif Données : 68 Commentaire : le taux de participation aux élections présidentielles du 20 mars 2016 est passé à 68,92 %
	Nombre de recours examinés par les institutions chargées du contentieux électoral	63	100 % des recours déposés sont examinés par les institutions chargées du contentieux électoral	Aucune donnée	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : il n'y a pas eu d'élections en 2015	Certains progrès Type : quantitatif Données : 1 Commentaire : un recours a été intenté par un des candidats devant la Cour constitutionnelle

[38] Tous les « effets », « indicateurs », « valeurs de référence » et « valeurs cible » sont définis dans le Corporate Planning System, qui est cohérent avec le CPD 2014-2018
[39] Les « Progrès » sont extraits du CPS.

Effet 71 (Réduction de la pauvreté)						
D'ici 2018, les personnes les plus vulnérables de la population utiliseront des services sociaux de base de qualité (éducation, santé, sécurité alimentaire, eau et assainissement), y compris des services financiers adaptés	Mortalité maternelle	426/100 000	390/100 000	Aucune donnée	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucune donnée n'a été collectée au cours de l'année pour renseigner la cible	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucune donnée n'est disponible à cette date. Toutes les enquêtes prévues pour l'année n'ont pas été réalisées par manque de ressources lié à la non-allocation des contributions de la partie nationale
	Taux de mortalité infantile	81 décès pour 1 000 naissances vivantes	56 décès pour 1 000 naissances vivantes	Aucune donnée	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : le travail d'enquête devant permettre d'orienter la cible n'a pas été conduit au cours de l'année	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucune donnée n'est disponible à cette date. Toutes les enquêtes prévues pour l'année n'ont pas été réalisées par manque de ressources lié à la non-allocation des contributions de la partie nationale
	Taux de malnutrition infantile	24,4 %	20,0 %	Aucune donnée	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucun changement n'a été apporté à cet indicateur, pour lequel aucune activité n'a été entreprise faute de financement	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucune donnée n'est disponible à cette date. Toutes les enquêtes prévues pour l'année n'ont pas été réalisées par manque de ressources lié à la non-allocation des contributions de la partie nationale
	Taux d'achèvement des études secondaires des filles et des garçons	Moins de 5 % des femmes	50 % des femmes assistées	Aucune donnée	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucun changement n'a été apporté à cet indicateur du fait de	Aucun changement Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : aucune donnée n'est disponible à cette date. Toutes les

					l'absence de fonds de la partie nationale	enquêtes prévues pour l'année n'ont pas été réalisées par manque de ressources lié à la non-allocation des contributions de la partie nationale
Effet 72 (Environnement et prévention de crises)						
D'ici 2018, les institutions gouvernementales et la population auront mis en place des mesures durables de politique environnementale intégrant l'adaptation aux changements climatiques (CC) et l'atténuation de leurs effets	Pourcentage des politiques sectorielles intégrant les changements climatiques	à déterminer	5 ministères ont pris en compte la dimension relative aux changements climatiques (CC) dans leurs politiques/cadres réglementaires de développement		Progrès significatifs	Cible atteinte ou dépassée
				Aucune donnée	Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : sur 5 documents de politiques sectorielles élaborées et/ou validées au cours de l'année, 5 intègrent et prennent en compte la durabilité environnementale et les changements climatiques, notamment : 1) le schéma directeur de développement durable du tourisme ; 2) la stratégie nationale de développement durable ; 3) la stratégie nationale de valorisation des déchets de l'industrie de transformation du bois ; 4) le plan national d'action pour l'environnement ; 5) la stratégie nationale de mise en œuvre du protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages. Seuls les documents de politique sur l'emploi et sur la distribution du bois transformé n'intègrent pas les aspects environnementaux.	Type : quantitatif Données : 3 Commentaire : 4 politiques nationales ont intégré les préoccupations environnementales (changements climatiques) dans leur cadre politique, dont : 1) la politique nationale sur la gestion foncière intégrant les questions d'aménagement des sols en rapport avec les désastres liés aux intempéries ; 2) la stratégie nationale pour la lutte contre l'exploitation illégale et le commerce illicite des produits de la faune et de la flore sauvage ; et 3) la stratégie nationale REDD+ ; ce qui nous amène à 8 politiques sur les 5 attendues d'ici 2018.

					Aucun changement	Certains progrès
	Pourcentage de communautés en action sur les initiatives d'atténuation et d'adaptation face aux changements climatiques	60 % des communautés des zones écologiques ont mis en œuvre des dispositions pour s'adapter aux changements climatiques	à déterminer	Aucune donnée	Type : quantitatif Données : 0 Commentaire : les projets prévus pour la mise en œuvre de ces activités n'ont pas démarré au cours de l'année pour des raisons institutionnelles et de non-disponibilité des fonds	Type : quantitatif Données : 11 Commentaire : 11 pépinières agroforestières ont été établies, constituées d'arbres fruitiers et d'arbres exotiques qui ont permis la plantation de 34 ha dans 11 localités distinctes. Parmi les bénéficiaires, on dénombre 173 personnes membres des 6 groupements formés ; un institut de recherche ; et 4 individualités.

ANNEXE 6 – Liste des documents consultés

La liste des documents ci-dessous ne prend pas en compte les différents états financiers, les descriptifs de projet, et la synthèse ou les documents internes que le Bureau de pays du PNUD a mis à la disposition de l'équipe de l'EIPP. Elle énumère l'essentiel des documents internes et externes au PNUD, qui pourrait contribuer à l'analyse des programmes et projets que l'organisation a réalisés au cours de la période couverte par l'évaluation.

Banque mondiale ; République du Congo ; Étude sur la croissance et l'emploi, de la croissance sans emploi à la croissance inclusive, 2011.

M. Bertrand, 2015 ; Théorie du changement, théorie de la mesure, Atelier ivoirien sur l'évaluation d'impact, Université de Chicago/J-PAL.

Borde Alexandre, janvier 2013 ; Rapport d'évaluation « Programme d'Adaptation en Afrique » en République du Congo.

J. C. Boungou Bazika, 2014 ; Mission de clôture du Projet « Appui à la réinsertion socioéconomique des groupes défavorisés (PARSEGD) » ; rapport de clôture final révisé ; octobre ; ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire et de la solidarité ; Banque africaine de développement ; PNUD.

Bureau de l'évaluation du PNUD ; évaluation des Résultats des Activités de Développement (ERAD) ; Congo, 2008.

Bureau Indépendant de l'Évaluation du PNUD ; évaluation des Résultats des Activités de Développement ; Cameroun, 2017.

Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) ; Rapport de diagnostic de la République du Congo ; Brazzaville, mars 2012.

DAN MALAM Harouna ; Projet de collecte et destruction d'armes pour le développement, phase 2 (PCAD II) ; PNUD 2011.

Département du Pool ; Conseil Départemental (2012) ; Plan de Développement Départemental du Pool 2002-2016, version finale ; avril ; PNUD.

F3E (2012) ; Repères sur les théories du changement ; Document de travail ;

FAYE Cheikh ; évaluation du projet « villages du Millénaire au Congo » ; Rapport de synthèse ; PNUD ; décembre 2013.

Forum des Jeunes Entreprises du Congo (2017) ; Projet de prévention de la radicalisation de la jeunesse en République du Congo ; Formation à l'entrepreneuriat des jeunes ; janvier ; Brazzaville.

FEM, 2009 ; "Towards Enhancing the Impacts of Environmental Projects" ; août ; Bureau d'évaluation du FEM ; Manuel sur l'examen des résultats par rapport aux impacts.

Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ; PNUD ; 2012 ; Manuel de formation des élus locaux ; programme de formation, Brazzaville.

Ministère de l'Économie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration ; Plan National de Développement du Congo 2012-2016 ; 2011.

Ministère de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement ; Rapport d'évaluation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing + 20.

Ministère de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement ; Politique nationale Genre du Congo ; Brazzaville, avril 2008.

Ministère délégué au Plan ; Nations Unies (2014) ; Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2014-2018, Brazzaville.

Ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité/BAD ; mission de clôture du PARSEGD ; 2014.

Mouandza Muriel Gladys ; Rapport final ; « Analyse genre des principales politiques et stratégies sectorielles sur les changements climatiques en République du Congo » ; 2012.

Muller Pierre ; Esquisse d'une théorie de changement dans l'action publique, structures, acteurs et cadres cognitifs ; Revue française de science politique ; 2005.

A. Ngoma Phuati, L. Kimbolo, 2012 ; Projet de prévention du VIH/sida chez les femmes et les filles dans les zones urbaines et rurales en République du Congo ; mission d'évaluation externe ; Rapport final ; mai ; République du Congo ; PNUD ; République du Japon.

Dr Ngono Grégoire, octobre 2014 : Évaluation finale du projet « Conservation de la biodiversité transfrontalière dans l'interzone Cameroun, Congo et Gabon.

Ngoubou Lambert ; République du Congo ; PNUD ; Rapport national sur la formulation et la rédaction du livre blanc de politique régionale, pour « l'accès aux services énergétiques dans les pays de la CEEAC-CEMAC, intégrant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et contribuant à la lutte contre la pauvreté » ; août 2013.

Pambou – Tchiloemba Marcel ; République du Congo ; Rapport sur la gestion des catastrophes au Congo ; Brazzaville, juin 2004.

PNUD, 2011 ; Evaluation des besoins des institutions publiques œuvrant dans le cadre du processus électoral en République du Congo et recommandations ; Rapport de mission ; Brazzaville.

PNUD, décembre 2013 ; Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du CPAP 2009-2013.

PNUD, décembre 2013 ; Rapport d'évaluation spécifique de l'effet-programme n° 69 « les capacités de planification et de gestion coordonnées des questions environnementales et des énergies à moindre coût sont renforcées ».

PNUD : Réalisations du Système des Nations Unies au Congo ; Rapport 2014.

PNUD, 2016 ; évaluation des Résultats de Développement ; projet ; Cameroun ; octobre.

PNUD, 2016 ; Note conceptuelle de l'appui au cycle électoral proposé pour la République du Congo (cycle électoral 2016-2017), Brazzaville.

PNUD, 2016 ; Présentation du Rapport national sur le développement humain ; Le Travail au service du développement humain ; New York.

Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) Congo ; Fiche technique et pédagogique sur le Plan National de Développement-PND-2012-2016.

République du Congo ; Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire (CPCMB) ; Plan National de Développement Congo 2012-2016 ; Livre 3 ; cadre macroéconomique et budgétaire 2012-2016 ; Projet.

République du Congo ; Congo Plan National de Développement ; Livre 1 ; Document de Stratégie pour la Croissance, l'Emploi et la Réduction de la Pauvreté (DSCERP 2012-2016).

République du Congo ; Contribution prévue déterminée au niveau national, dans le cadre de la CCNUCC ; Conférence des parties 21 ; 21 septembre 2015.

République du Congo ; Journal officiel ; Décret n° 2011-107 du 12 février 2011, portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité de suivi et d'évaluation des politiques et programmes publics.

République du Congo ; Plan National de Développement, PND 2012-2016 ; Livre IV.

République du Congo ; projet DSRP-Final ; Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) ; janvier 2007.

République du Congo ; Seconde Communication nationale de la République du Congo à la CCNUCC ; Brazzaville, 2 septembre 2009.

République du Congo ; Stratégie nationale et Plan d'Actions sur la Diversité Biologique (révisé) ; août 2015.

République du Congo ; PNUD, 2014 ; Plan d'action du Programme de pays 2014-2018 entre le gouvernement de la République du Congo et le Programme des Nations Unies pour le Développement ; avril ; Brazzaville.

République du Congo/PNUD ; Plan d'action du Programme de pays 2014-2018 ; 2014.

République du Congo/PNUD, Plan de travail 2010 ; appui à la mise en place des villages du Millénaire ; 2010.

République du Congo/PNUD ; Plan de travail 2010 ; appui à la planification locale ; 2010.

République du Congo/PNUD ; Plan de travail 2011 ; appui à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des OMD ; 2011.

République du Congo/PNUD ; Programme de pays pour la République du Congo (2OO9-2013).

République du Congo/PNUD ; Programme de pays pour la République du Congo (2014-2018).

République du Congo/PNUD ; Rapport d'évaluation spécifique de l'effet programme 62.

République du Congo/PNUD ; Rapport national des progrès vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement ; 2010.

République du Congo/PNUD ; Rapport national sur le développement humain ; 2015.

République du Congo/PNUD ; Vulnérabilité de l'économie congolaise et perspectives de diversification ; 2009.

République du Congo/SNU ; Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) ; 2009-2013 ; février 2008.

République du Congo/SNU ; PNUAD 2014-2018 ; Revue à mi-parcours ; Acquis, leçons apprises, orientations stratégiques et programmatiques ; Rapport final ; novembre 2016.

Rogers Patricia, 2014 ; Théorie du changement ; Notes méthodologiques n° 2 ; Centre de Recherche Innocenti ; Florence.

M. A. Songoufoura, 2016 ; évaluation finale du projet de renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques du processus électoral en République du Congo ; 12 décembre ; République du Congo ; UE ; Ambassade de France ; PNUD.

Bureau d'évaluation du PNUD, 2008 ; évaluation des résultats du développement ; évaluation de la contribution du PNUD ; République du Congo ; août.

Évaluation stratégique sous-régionale N° 1 du PNUD : « L'Afrique centrale, une région en retard ? » ; mars 2017